

RD-CONGO



LE COURRIER DE KINSHASA

300 FC/200 CFA

www.adiac-congo.com

N° 3705 - LUNDI 21 MARS 2020

INGA III

L'Afrique du Sud invitée à se désengager du projet

Dans un nouveau rapport intitulé « I Need You, I Don't Need You: South Africa and Inga III », publié le 19 mars par le Groupe de recherche sur le Congo, basé aux Etats-Unis, et Phuzumoya Consulting, une société de conseil basée au Cap, les auteurs du rapport sou-

tiennent que l'électricité issue du projet Inga III coûterait probablement plus cher à l'Afrique du Sud que d'autres sources domestiques et pourrait bientôt devenir complètement inutile.

Responsable du réseau d'Eskom, Mbulelo Kibido in-

dique que l'Afrique du Sud n'a pas besoin de plus d'électricité, car les centrales au charbon de Medudi et Kusile ajouteraient 11 GW au réseau national lorsqu'elles seraient prêtes.

Page 3



Barrage hydroélectrique Inga II

MAISONS CARCÉRALES

Les visites aux détenus dans les prisons interdites



Le vice-Premier ministre, ministre de la Justice et Garde des sceaux, Celestin Tunda Ya Kasende

Toute visite aux détenus est interdite sur toute l'étendue de la République à dater de vendredi 20 mars jusqu'à nouvel ordre. Seuls les colis et repas provenant de l'extérieur destinés aux détenus ainsi que les visites des avocats à leurs clients pour certains dossiers urgents sont autorisés.

Ainsi en a décidé le ministre de la Justice et Garde des sceaux, Me Célestin Tunda ya Kasende. Cette décision est étroitement liée à la montée du coronavirus qui sévit dans la ville de Kinshasa où l'on compte déjà vingt-trois cas confirmés.

Page 4

CORONAVIRUS

La RDC enregistre son premier décès

Il s'agit du directeur de cabinet adjoint de la ministre de l'Économie, Didier Bandubola, frère biologique de cette dernière par ailleurs déclarée positive au nouveau Covid-19. Ce décès est survenu le vendredi dernier à l'hôpital du Cinquantenaire. La victime a contacté la maladie à coronavirus en France où il était en mission, apprend-on.

Des sources dignes de foi soulignent qu'à son arrivée à Kinshasa, la victime n'a pas été mise en quarantaine. Il a continué de venir travailler normalement. Les mêmes sources soulignent que le mercredi 18 mars, il s'était rendu à son bureau pour faire le suivi de quelques dossiers.

Page 4



Prise de température d'un cas supposé infecté

COVID-19

« Les bisous stop », lance Fally Ipupa

Les stars congolaises Fally Ipupa et Koffi Olomide ont sensibilisé à la propagation du coronavirus en République démocratique du Congo, où quatre nouveaux cas ont été annoncés le 20 mars.

« Les bisous stop. Les accolades stop. Se laver les mains avec du savon, oui très important »,

chante à la guitare Fally Ipupa qui a annulé un concert prévu pour jeudi à Kinshasa à cause du Covid-19. « Rester à la maison oui, oui, les gants oui, les masques oui », ajoute le chanteur à la voix légèrement éraillée dans une vidéo d'une minute vue dix-sept mille fois sur Twitter.

Page 5



Fally Ipupa

ÉDITORIAL

Dire, faire...

Répéter sans cesse les mesures de prévention, communiquer davantage par les nombreux moyens crédibles dont on dispose pour toucher toutes les couches de la population, tel est le choix que font les autorités publiques dans tous les pays touchés ou non, aujourd'hui, par la pandémie du Covid-19. C'est dans cette volonté de rassurer la communauté nationale que le gouvernement a institué une force opérationnelle, task-force en anglais, dont le déploiement sur le terrain devrait garantir une bonne circulation de l'information sur le panier de recommandations touchant à la riposte contre la maladie et ses effets sur le quotidien des Congolais.

Dans le même élan, les hôpitaux de la place de Brazzaville, à commencer par le plus grand d'entre eux, le Centre hospitalier universitaire, ont pris des précautions pour notamment limiter les visites aux malades admis dans leurs différents services. Il n'est pas dans la culture des Africains en général, et des Congolais en particulier, de ne pas se porter au chevet d'un proche retenu dans un dispensaire pour des soins. En plusieurs occasions, la solidarité dépasse le cadre de la simple visite, l'expérience montrant comment les pourtours des établissements sanitaires se transforment en dortoirs pour les parents du malade.

Il est temps, à présent, d'implorer le salut de tous par la stricte observation des règles promues par les spécialistes et les pouvoirs publics. Le relai de cette communication exceptionnelle pour ce moment exceptionnel doit-être pris par les familles, pourquoi pas aussi, par les associations œuvrant dans divers secteurs de l'activité nationale, de sorte que soit élargie la couverture informationnelle sur la pandémie. Le dilemme est qu'elle couple sa prolifération avec les nécessités de confinement qui provoquent l'arrêt, sinon la réduction drastique de la productivité des entreprises et des services.

Sur ce dernier point, la task-force qui dispose sans doute des moyens de son action gagnerait à être efficace sur les prises en charge et la communication. L'une de ses missions étant, à terme, de répondre à la demande de la reprise économique et sociale, l'enjeu central pourrait être le prolongement ou non de la fermeture pour un mois, à compter du 19 mars, du petit entrepreneuriat telle que le gouvernement l'a décrétée.

Le Courrier de Kinshasa

GOUVERNEMENT

Les conseils des ministres suspendus jusqu'à nouvel ordre

L'alerte avait été donnée après la controverse suscitée autour du test effectué sur Acacia Bandubola, ministre de l'Économie nationale dont le directeur de cabinet adjoint, atteint du Coronavirus, a succombé le vendredi 20 mars.

Plus les jours passent, plus la psychose prend du volume à Kinshasa où il devient fréquent d'apercevoir, à chaque mètre, des personnes arborant des maques couvrant leur nez. Infectés ou non, les Kininois sont devenus friands de ces babioles qui, autant que les savons liquides, ont pulvérisé la demande sur le marché. L'heure est grave et chacun veut se prévenir contre la pandémie. L'inquiétude est d'autant plus exacerbée par le décès, le vendredi 20 mars, du premier cas de décès lié au coronavirus qui se trouve être le directeur de cabinet adjoint de l'actuelle ministre de l'Économie nationale et, partant, son frère biologique.

Le fait que la victime, peu avant sa mort, ait travaillé comme si de rien n'était, laisse planer le doute sur l'état sanitaire des membres du cabinet supposés avoir été en contact avec elle. Ce décès ne fait que conforter l'urgence de réfléchir sur le mode de fonctionnement de l'Etat à adopter

en cette période exceptionnelle. C'est tout le sens de la réunion inter-institutionnelle que Félix-Antoine Tshisekedi Tshilombo s'apprête à présider incessamment en vue de garantir la survie de l'Etat dans le contexte sanitaire préoccupant de l'heure.

Le décès du Dircab de la ministre de l'Économie fait suite à la controverse suscitée par l'état sérologique de cette dernière présentée comme porteuse de la maladie après le test effectué sur elle à l'Institut national de recherches biomédicales (INRB), à en croire les réseaux sociaux, sans aucune confirmation des sources officielles. L'intéressée, elle-même, est sortie de sa réserve pour démentir l'information, assurant qu'elle est bien portante. Mais la mort de son dircab est loin de la dédouaner par rapport à une opinion publique qui a presque déjà scellé son sort. C'est dans cette atmosphère de hantise généralisée sur fond de quasi-paralysie institutionnelle que les membres

du gouvernement ont été invités individuellement à se présenter à l'INRB en vue d'y passer un test de dépistage. Ils sont supposés avoir été en contact, d'une manière ou d'une autre, avec un porteur du virus, indique-t-on.

Les résultats des tests sont jusque-là revêtus du sceau de la confidentialité, mis à part le ministre de la Justice qui, dans un communiqué publié vendredi, a indiqué avoir été testé négatif. Et quid pour les autres ? Cela étant, les conseils des ministres sont suspendus jusqu'à nouvel ordre. Aucune date n'a été donnée pour la prochaine séance. A noter que le décès du Dircab de la ministre de l'Économie fait partie de cinq nouveaux cas confirmés ayant porté à vingt-trois au total le nombre des victimes et ce, depuis l'annonce d'un premier cas le 10 mars. Les deux premiers décès en Afrique subsaharienne avaient été annoncés au Burkina Faso mercredi et au Gabon vendredi.

Alain Diasso

LES DÉPÊCHES DE BRAZZAVILLE

Les Dépêches de Brazzaville sont une publication de l'Agence d'Information d'Afrique centrale (ADIAC)
Site Internet : www.brazzaville-adiac.com

DIRECTION

Directeur de la publication : Jean-Paul Pigasse
Secrétariat : Raïssa Angombo

RÉDACTIONS

Directeur des rédactions : Émile Gankama
Assistante : Leslie Kanga
Photothèque : Sandra Ignamout

Secrétaire général des rédactions :

Gerry Gérard Mangondo
Secrétaire des rédactions : Clotilde Ibara
Rewriting : Arnaud Bienvenu Zodialo, Norbert Biembédi, François Ansi

RÉDACTION DE BRAZZAVILLE

Rédacteur en chef : Guy-Gervais Kitina,
Rédacteurs en chef délégués : Roger Ngombé, Christian Brice Elion
Grand reporter : Nestor Ngampoula,
Service Société : Rominique Nerplat Makaya (chef de service) Guillaume Ondzé, Fortuné Ibara, Lydie Gisèle Oko
Service Politique : Parfait Wilfried Douniama (chef de service), Jean Jacques Koubemba, Firmin Oyé
Service Économie : Fiacre Kombo (chef de service), Lopelle Mboussa Gassia, Gloria Imelda

Lossalé

Service Afrique/Monde : Yvette Reine Nzaba (cheffe de service), Josiane Mambou Loukoula, Rock Ngassakys
Service Culture et arts : Bruno Okokana (chef de service), Rosalie Bindika, Merveille Jessica Atipo
Service Sport : James Golden Eloué (chef de service), Rude Ngoma

LES DÉPÊCHES DU BASSIN DU CONGO :

Rédacteurs en chef délégué : Quentin Loubou
Durlly Emilia Gankama (Cheffe de service)

RÉDACTION DE POINTE-NOIRE

Rédacteur en chef : Faustin Akono
Lucie Prisca Condhet N'Zinga, Hervé Brice Mampouya, Charlem Léa Legnoki, Prosper Mabonzo, Séverin Ibara
Commercial : Méline Eta
Bureau de Pointe-Noire : Av. Germain Bikoumat : Immeuble Les Palmiers (à côté de la Radio-Congo Pointe-Noire).
Tél. (+242) 06 963 31 34

RÉDACTION DE KINSHASA

Directeur de l'Agence : Ange Pongault
Chef d'agence : Nana Londole
Rédacteur en chef : Jules Tambwe Itagali
Coordinateur : Alain Diasso
Économie : Laurent Essolomwa, Société : Lucien Dianzenza, Aline Nzuzi
Culture : Nioni Masela
Sports : Martin Enyimo
Comptabilité et administration : Lukombo
Caisse : Blandine Kapinga
Distribution et vente : Jean Lesly Goga

Bureau de Kinshasa : 4, avenue du Port - Immeuble Forescom commune de Kinshasa Gombé/Kinshasa - RDC - /Tél. (+243) 015 166 200

MAQUETTE

Eudes Banzouzi (chef de service)

PAO

Cyriaque Brice Zoba (Chef de service)
Mesmin Boussa, Stanislas Okassou, Jeff Tamaff, Toussaint Edgard Ibara.

INTERNATIONAL

Directrice : Bénédicte de Capèle
Adjoint à la direction : Christian Balende
Rédaction : Camille Delourme, Noël Ndong, Marie-Alfred Ngoma, Lucien Mpama, Dani Ndungidi.

ADMINISTRATION ET FINANCES

Directrice : Lydie Pongault
Secrétariat : Armelle Mounzeo
Adjoint à la directrice : Abira Kiobi
Suivi des fournisseurs : Comptabilisation des ventes, suivi des annonces
Wilson Gakosso
Personnel et paie : Stocks : Arcade Bikondi
Caisse principale : Sorrelle Oba

PUBLICITÉ ET DIFFUSION

Coordinatrice, Relations publiques : Mildred Moukenga
Chef de service publicité : Rodrigue Ongagna

Assistante commerciale : Hortensia Olabouré
Administration des ventes : Marina Zodialho, Sylvie Addhas

Commercial Brazzaville : Erhiade Gankama
Commercial Pointe-Noire : Méline Eta Anto
Chef de service diffusion de Brazzaville : Guylin Ngossima
Diffusion Brazzaville : Brice Tsébé, Irin Maouakani, Christian Nzoulani
Diffusion Pointe-Noire : Bob Sorel Moubelélé
Ngoni /Tél. : (+242) 06 895 06 64

TRAVAUX ET PROJETS

Directeur : Gérard Ebami Sala

INTENDANCE

Coordonnateur général: Rachyd Badila
Coordonnateur adjoint chargé du suivi des services généraux: Jules César Olebi
Chef de section Electricité et froid: Siméon Ntsayouolo
Chef de section Transport: Jean Bruno Ndokagna

DIRECTION TECHNIQUE (INFORMATIQUE ET IMPRIMERIE)

Directeur : Emmanuel Mbengué
Assistante : Dina Dorcas Tsoumou
Directeur adjoint : Guillaume Pigasse
Assistante : Marlaine Angombo
IMPRIMERIE
Gestion des ressources humaines : Martial Mombongo
Chef de service prépresse : Eudes Banzouzi
Gestion des stocks : Elvy Bombete
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso,

immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville - République du Congo
Tél. : (+242) 05 629 1317
eMail : imp-bc@adiac-congo.com

INFORMATIQUE

Directeur adjoint : Abdoul Kader Kouyate
Narcisse Ofulou Tsamaka (chef de service), Darel Ongara, Myck Mienet Mehdi, Mbengué Okandzé

LIBRAIRIE BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault
Émilie Moundako Éyala (chef de service), Eustel Chrispain Stevy Oba, Nely Carole Biantomba, Epiphany Mozali
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville - République du Congo

GALERIE CONGO BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault
Chef de service : Maurin Jonathan Mobassi.
Astrid Balimba, Magloire NZONZI B.

ADIAC

Agence d'Information d'Afrique centrale
www.lesdepechesdebrazzaville.com
Siège social : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville, République du Congo
Tél. : 06 700 09 00
Email : regie@lesdepechesdebrazzaville.fr
Président : Jean-Paul Pigasse
Directrice générale : Bénédicte de Capèle
Secrétaire général : Ange Pongault

INGA III

L'Afrique du Sud invitée à annuler son engagement dans le projet

Dans un nouveau rapport intitulé « I Need You, I Don't Need You: South Africa and Inga III », publié le jeudi 19 mars par le Groupe de recherche sur le Congo basé aux Etats-Unis et Phuzumoya Consulting, une société de conseil basée au Cap, les auteurs du rapport soutiennent que l'électricité issue du projet Inga III coûterait probablement plus cher à l'Afrique du Sud que d'autres sources domestiques et pourrait bientôt devenir complètement inutile.

L'Afrique du Sud, indique le rapport, s'apprête à soutenir l'un des plus grands projets d'infrastructures du continent: le barrage hydroélectrique Inga III en République démocratique du Congo (RDC). D'un coût d'environ 14 milliards de dollars, le barrage produirait jusqu'à 11 gigawatts (GW) d'électricité, dont 2,5 GW que l'Afrique du Sud s'est engagée à acheter, souscrivant dans une certaine mesure le financement de la construction du barrage. « Au cours des deux dernières années, l'Afrique du Sud a été sporadiquement frappée par des coupures de courant de plus en plus importantes, causant de graves dommages à l'économie nationale. Dans le même temps, le gouvernement a finalisé son ambitieux plan de production d'électricité jusqu'en 2030, le Plan intégré de ressources (IRP), visant à diminuer considérablement le rôle du charbon au profit des énergies renouvelables. Le plan prévoit que l'Afrique du Sud fournira 20 GW supplémentaires d'ici 2030, dont 2,5 GW en provenance d'Inga III », annonce le rapport.

Pour les auteurs de ce rapport, la politique actuelle de l'Afrique du Sud au sujet d'Inga III est contradictoire, oscillant entre le désir de projeter une image de puissance panafricaine promouvant le développement économique du continent et la réalité selon laquelle s'engager auprès d'Inga n'a guère de sens en matière de politique financière ou énergétique. Ainsi, poursuit le rapport, l'engagement de Pretoria d'acheter 2,5 GW d'électricité du projet hydroélectrique Inga III proposé en RDC pourrait coûter à l'Afrique du Sud 175 millions de rands par an de plus que la production locale de cette quantité d'électricité. L'achat d'Inga III obligerait l'Afrique du Sud à mettre en place des milliards de rands pour construire des milliers de kilomètres de lignes de transmission à partir du fleuve Congo. L'Afrique du Sud devrait donc rester à l'écart du projet, conclut ce nouveau rapport.

Le rapport note que la commission du portefeuille énergétique du Parlement sud-africain et un haut responsable d'Eskom, la compagnie sud-africaine de production et de distribution d'électricité, ont conseillé au gouvernement sud-africain d'annuler son engagement. Malgré cela, le président Cyril



Des pylônes d'électricité Crédit photo Joshua Z. Walker.

Ramaphosa semble déterminé à aller de l'avant avec l'engagement qui avait été initialement donné à la RDC par le président de l'époque, Jacob Zuma.

Les auteurs du rapport soutiennent que l'électricité issue du projet controversé serait probablement plus chère que d'autres sources domestiques et pourrait bientôt devenir complètement inutile car les centrales locales de Medupi et Kusile et l'augmentation de la production d'énergie renouvelable finiront par être mises en service. Le coût en capital de la construction des lignes de transmission serait d'environ 4 milliards de dollars (actuellement environ 70 milliards de rands) selon le groupe de défense de l'environnement International Rivers. Le coût éventuel dépendrait toutefois de plusieurs facteurs dont le trajet emprunté par les lignes électriques.

Le client principal

Le rapport note que la RDC compte apparemment sur l'engagement de l'Afrique du Sud en tant que client principal avant de commencer le projet. Les centrales hydroélectriques d'Inga I et d'Inga II produisent déjà de l'électricité à partir des chutes d'Inga en aval de Kinshasa. Inga III est destiné à ajouter 4,8 GW supplémentaires - ou peut-être jusqu'à 11 GW. Les ingénieurs ont estimé que les chutes sont capables de générer jusqu'à 40 GW et il est prévu de construire plus de barrages et de centrales hydroélectriques pour atteindre ce potentiel.

Les auteurs de « I Need You, I Don't Need You » concluent que parce que l'achat d'élec-

tricité Inga III n'a pas de sens économique, l'engagement de Pretoria semble être fondé principalement sur des raisons de politique étrangère, y compris la solidarité avec le continent. Ils notent que Jeff Radebe, alors ministre de l'Énergie de l'Afrique du Sud, a justifié, en octobre 2018, l'engagement de l'Afrique du Sud dans Inga III devant un comité de portefeuille parlementaire sceptique en disant : « Inga est un très bon projet pour nous, pour la SADC et pour l'Afrique. Il fait partie de l'Agenda 2063. À la Banque africaine de développement, c'est l'une des principales priorités du nouveau patron là-bas. Il est dans l'intérêt de tous les Africains qu'elle soit mise en œuvre dès que possible. »

Le rapport apprend, cependant, que l'achat de l'électricité d'Inga III n'a aucun sens environnemental ou social, ni pour l'Afrique du Sud ni pour la RDC, car les Congolais dont la plupart n'ont pas accès à l'électricité, en bénéficieront à peine. La majeure partie de l'électricité sera exportée ou vendue à des entreprises telles que les sociétés minières. Les barrages et les lignes de transmission endommageront également les écosystèmes, a-t-on prétendu. « Dans le meilleur des cas, Inga III pourrait fournir de l'électricité supplémentaire à la compagnie nationale d'électricité sud-africaine, Eskom, quoique très probablement à un coût plus élevé que d'autres sources et à un moment où l'approvisionnement en électricité devient plus abondant et diversifié. Dans le pire des cas, l'Afrique du Sud s'engagera à acheter de

l'électricité dont elle n'a peut-être pas besoin, à un prix plus élevé que d'autres sources, et à se rendre complice de dommages importants aux communautés congolaises et à l'environnement », affirme le rapport.

Le rapport retrace l'engagement ondulant de l'Afrique du Sud envers Inga III, à partir de 2011 avec la signature par l'ancien président sud-africain, Jacob Zuma, et l'ancien président de la RDC, Joseph Kabila, d'un accord-cadre. En octobre 2013, ils ont signé le Grand Inga Treaty dans lequel l'Afrique du Sud s'est engagée à acheter 2,5 GW de la production totale prévue de 4,8 GW à Inga III. L'Afrique du Sud a également acquis l'option d'acheter de 20% à 30% d'électricité supplémentaire à partir d'autres phases du programme Grand Inga, si celles-ci se concrétisaient. À l'époque, rappelle le journal sud-africain DailyMaverick, cet accord a suscité de nombreux soupçons, suggérant que Zuma s'était engagé en échange d'accords commerciaux en RDC pour son neveu. Pourtant, rappelle le même média, le président Cyril Ramaphosa a maintenu son engagement, malgré l'opposition même de son propre parti. Le rapport note qu'en novembre 2018 même la commission parlementaire du portefeuille de l'énergie - qui comprend des membres de l'ANC au pouvoir - a pressé le gouvernement d'annuler son achat d'électricité Inga III et d'investir à la place dans la production d'électricité domestique qui serait moins chère, plus fiable et pourrait créer plus d'emplois. C'était après qu'un haut responsable du ministère de l'Énergie a déclaré au comité

que l'électricité d'Inga coûterait de deux à trois cents le kWh de plus que le scénario le plus bas, augmentant la facture énergétique nationale d'environ 175 millions de rands par an.

Cher et inutile

Le rapport montre comment Mbulelo Kibido, responsable de la planification du réseau d'Eskom, a critiqué la puissance d'Inga III comme étant chère et inutile. Ce dernier a déclaré aux auteurs du rapport en août 2018 qu'une ligne de transmission entièrement nouvelle devrait être érigée d'Inga III en passant par la Zambie en Afrique du Sud - une distance de plusieurs milliers de kilomètres pour un coût de 7 millions de rands par kilomètre. Ce montant excluait de nombreuses sous-stations en cours de route, chacune avec deux transformateurs qui coûteraient cher également. « Nous n'avons tout simplement pas ce genre d'argent », a déclaré Mbulelo Kibido aux auteurs. Il a ajouté que l'Afrique du Sud n'avait pas besoin de plus d'électricité, car les centrales au charbon de Medupi et Kusile ajouteraient 11 GW au réseau national lorsqu'elles seraient prêtes. « Nous voulons vendre de l'électricité, pas l'acheter. Inga n'a aucun sens commercial pour nous. Et il n'y a pas de budget pour cela. » Le rapport suggère que le Mozambique et la Namibie voisins ajouteront plus d'électricité au cours des prochaines années, produisant un excédent régional d'électricité. Malgré ces craintes, appuie le rapport, les autorités sud-africaines ont écrit aux autorités congolaises en décembre 2018, quelques jours avant les élections en RDC, proposant de doubler l'engagement de l'Afrique du Sud, en achetant 5 GW de puissance Inga III. Cependant, rappelle DailyMaverick, dans son dernier IRP définissant les futures sources d'énergie, le 18 octobre 2019, le gouvernement sud-africain est revenu à l'engagement de 2,5 GW, "un signe ... que le gouvernement avait pris en compte toutes les critiques à propos d'Inga". Néanmoins, Cyril Ramaphosa a réitéré l'engagement de son gouvernement envers Inga III lors du sommet de l'Union africaine de février 2020 à Addis-Abeba, révèle le rapport.

PRISONS D'ETAT

Toute visite aux détenus interdite jusqu'à nouvel ordre

La décision a été prise par le vice-Premier ministre, ministre de la Justice et Garde des sceaux, Me Célestin Tunda ya Kasende, en raison de la pandémie du coronavirus.

C'est un pavé dans la mare qui vient de tomber, dans la soirée du vendredi 20 mars. Dans un communiqué officiel rendu public, toute visite aux détenus est interdite sur toute l'étendue de la République à dater de vendredi 20 mars jusqu'à nouvel ordre. Seuls les colis et repas provenant de l'extérieur destinés aux détenus ainsi que les visites des avocats à leurs clients pour certains dossiers urgents sont autorisés.

Cette décision a été prise par le vice-Premier ministre, ministre de la Justice et Garde des sceaux, en raison de la pandémie de la maladie coronavirus qui, du reste, sévit d'ores et

déjà dans la ville de Kinshasa. Pour limiter la propagation de cette pandémie en République démocratique du Congo (RDC) où l'on compte près de vingt-quatre cas confirmés, le numéro un de la Justice congolaise a pris les dispositions préventives exceptionnelles afin de protéger les détenus à cette maladie mortelle.

Aussi faut-il encore le rappeler, le mardi 17 mars 2020, le chef de l'Etat, Félix Tshisekedi, avait présidé une réunion extraordinaire du gouvernement sur la situation de la pandémie Covid-19 en RDC, avant d'annoncer, le mercredi 18 mars, dans une adresse à la



Le vice-Premier ministre Célestin Tunda ya Kasende

C'est un pavé dans la mare qui vient de tomber, dans la soirée du vendredi 20 mars. Dans un communiqué officiel rendu public, toute visite aux détenus est interdite sur toute l'étendue de la République à dater de vendredi 20 mars jusqu'à nouvel ordre

nation, les décisions prises, notamment en ce qui concerne l'accès au territoire, la prise en charge des personnes contaminées, la sensibilisation et la protection de la population, mais également le rassemblement des personnes dans les privés et publics.

Christian Okende stagiaire

"Les bisous stop", lance Fally Ipupa

Les stars congolaises Fally Ipupa et Koffi Olomide ont sensibilisé contre la propagation du coronavirus en République démocratique du Congo, où quatre nouveaux cas ont été annoncés vendredi, soit 18 au total.

"Fally en mode confinement. Les bisous stop. Les accolades stop. Se laver les mains avec du savon oui très important", chante à la guitare Fally Ipupa qui a annulé un concert prévu pour jeudi à Kinshasa pour cause de Covid-19. Son dernier show

une vidéo d'une minute vue 17.000 fois sur Twitter.

"Il faut que nous adoptions de nouveaux comportements. Il ne faut plus que dans les bus et les taxis-bus nous soyons serrés les uns contre les autres", a aussi déclaré l'autre star de la ru-



Fally Ipupa

"Fally en mode confinement. Les bisous stop. Les accolades stop. Se laver les mains avec du savon oui très important"

à Paris le 28 février avait provoqué des violences de la part d'opposants congolais l'accusant d'être un proche du pouvoir. "Rester à la maison oui, oui, les gants oui, les masques oui", ajoute le chanteur à la voix légèrement éraillée dans

mba Koffi Olomide dans une vidéo. Sans aller jusqu'au confinement, le président Félix Tshisekedi a annoncé des mesures drastiques mercredi: suspension des vols vers les pays à risques (les derniers vols directs réguliers vers la France et la

Belgique sont partis jeudi soir de Kinshasa, a indiqué l'ambassade de France), fermeture des écoles, des bars, des restaurants, des lieux de culte, des salles de deuil... Le ministre de la Santé, Eteni Longondo, a fait état de quatre nouveaux cas confirmés vendredi matin. "Ce sont tous des Congolais dont un a séjourné en France (...). Les trois autres

ont été contaminés sur place au Congo", a détaillé le ministre sur Twitter. Le ministre de la Justice a indiqué dans un communiqué avoir été testé négatif. Les dix-huit cas se concentrent pour le moment dans la capitale Kinshasa, environ dix millions d'habitants. Il faut éviter "que la maladie ne sorte de Kinshasa", a déclaré mardi à l'AFP le

Pr Jean-Jacques Muyembe, responsable de la riposte anti-coronavirus, tout en coordonnant la lutte contre l'épidémie d'Ebola dont la fin doit être proclamée le 12 avril (actuellement trente jours sans nouveau cas). Une épidémie de rougeole a aussi tué plus de six mille personnes en RDC depuis début 2019.

AFP

La RDC enregistre son premier décès

Le directeur de cabinet adjoint de la ministre de l'Économie, Didier Bandubola, frère biologique de cette dernière, est le premier cas de mort.

Le décès est survenu vendredi à l'hôpital du Cinquante. Ce premier décès est le frère de la ministre de l'Économie, Acacia Bandubola, qui a été aussi déclarée positive au nouveau Covid 19. Médecin de formation, le directeur de cabinet adjoint de la ministre de l'Économie a contacté la maladie en France où il était en mission. Des sources dignes de foi soulignent qu'à son arrivée à Kinshasa, la victime n'a pas été mise en quarantaine. Il a continué de venir travailler normalement. Les mêmes sources soulignent que le mercredi 18 mars, il s'était rendu à son bureau pour faire le suivi de quelques dossiers. Depuis le début de l'épidémie à Covid 19, le mardi 10 mars, la RDC a enregistré aujourd'hui vingt-trois cas dont un premier décès. Selon le ministère de la Santé, le premier cas se porte bien et pourra quitter son isolement car le premier test de contrôle s'est révélé positif. Il n'existe pas de traitement curatif de Covid 19. Le traitement est symptomatique, c'est-à-dire on soigne les signes de la maladie selon que le malade souffre de de la fièvre, de la toux, du rhume.

La seule arme contre cette grave pandémie demeure le respect des règles hygiéniques. Il est donc conseillé de se laver régulièrement les mains avec du savon, d'utiliser le gel hydro-alcoolique, d'éviter les salutations, embrassades et autres accolades, de garder la distance d'un mètre. En cas d'apparition des signes, il est conseillé de consulter un personnel soignant.

Blandine Lusimana

PRISONS ET MAISONS CARCÉRALES DE LA RDC

La FBCP décrie l'interdiction des visites aux détenus

Pour l'ONG de défense des droits de l'homme, la décision prise dans le cadre de la lutte contre la pandémie de coronavirus viole tout de même la loi et les autres textes réglementaires signés ou ratifiés par le Congo.



L'entrée de la prison centrale de Makala/DR

Dans un communiqué du 21 mars 2020, la Fondation Bill-Clinton pour la paix (FBCP) dit saluer la décision du vice-Premier ministre, ministre de la Justice et Garde des sceaux, interdisant, jusqu'à nouvel ordre, des visites aux détenus dans les différentes prisons et maisons carcérales du pays, dans le cadre de la lutte contre la pandémie de coronavirus. Cette ONG relève, par ailleurs, que cette décision du ministre Célestin Tunda ya Kasende violerait manifestement la loi sur les visites aux prisonniers. « Suivant les instruments juridiques internationaux dument ratifiés par la RDC en rapport avec le respect des droits humains, le ministre devrait, en principe, prendre les mesures urgentes

en procédant à la libération massive des prisonniers détenus pour les faits bénins, liberté conditionnelle. Et, le président de la RDC devrait aussi accorder la grâce présidentielle pour le désengorgement des prisons surpeuplées, où règnent la malnutrition et le manque des médicaments... », a indiqué l'ONG.

Pour la FBCP, en effet, cette décision interdisant les visites aux personnes détenues ne pourra pas donner le résultat escompté dans le cadre de la lutte contre cette pandémie. Au contraire, a-t-elle prévenu, la décision va même aggraver leurs conditions de détention déjà précaires, qu'il faut éviter pour ne pas assister au pire. Il est rappelé que le vice-Premier

ministre, ministre de la Justice et Garde des sceaux avait pris, dans le cadre de la lutte contre la coronavirus, des « dispositions préventives exceptionnelles pour les visites dans les prisons et maisons carcérales sur toute l'étendue de la République ». Dans un communiqué du 20 mars, le ministre a décidé de l'interdiction des visites aux détenus jusqu'à nouvel ordre. Toutefois, a-t-il précisé, « les colis et repas provenant de l'extérieur destinés aux détenus ainsi que les visites des avocats à leurs clients pour certains dossiers urgents sont autorisés et subordonnés au respect strict des directives nationales de prise en charge de cette maladie ».

Lucien Dianzenza

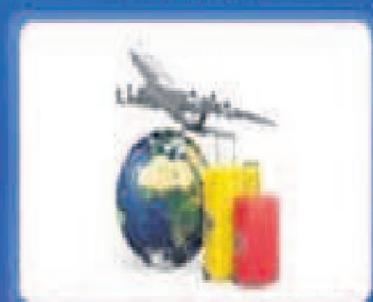


**MEILLEURS
PRODUITS
D'ASSURANCES
AUX MEILLEURS
PRIX**

**SOCIETE YA BISO
MOKO BANA MBOKA**



Assurance automobile



Assurance voyage



Assurance incendie



Assurance tous risque
chantier

**PLUS DE 50 ANS DE METIER,
LEADER DES ASSURANCES**

EN RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE
DU CONGO



KINSHASA

présentation du projet des états généraux de l'amélanisme en Afrique

Les assises, initiatives du Centre canadien de sensibilisation à l'amélanisme (CCSAM-OBNL), seront officiellement lancées à Kinshasa et à Brazzaville sur le thème « La résolution de la Francophonie et les défis de vivre sans mélanine ».

Les amélaniques, communément appelés albinos, ont pris d'assaut, le 17 mars, l'hôtel Pullman de Kinshasa pour assister à l'annonce officiel des états généraux de l'amélanisme en Afrique. Le Centre canadien de sensibilisation à l'amélanisme (CCSAM-OBNL), initiateur de cet événement, a tenu, ce jour, une conférence de presse à Kinshasa, en vue de l'annoncer au public tant de Kinshasa et de Brazzaville que d'autres pays africains et du monde. Pour le président de cette ASBL, le juriste André-Man Mbombo, les états généraux de sensibilisation à l'albinisme en Afrique sur le thème « La résolution de la Francophonie et les défis de vivre sans mélanine », seront officiellement lancés, sauf imprévu, le 27 mars à Kinshasa et le 28 du même mois à Brazzaville.

Relevant les problèmes que vivent les amélaniques en Afrique ainsi que tous les crimes rituels qui s'y pratiquent et dont les personnes vivant sans mélanine sont victimes, le président du CCSAM-OBNL pense que ces assises permettront aux amélaniques « de prendre eux-mêmes tous ces problèmes qui déshumanisent le continent, pour les présenter à l'humanité ». Ce qui conduira, a-t-il rassuré, à la prise de certaines décisions en faveur des personnes sans mélanine.

Un cahier des charges de la problématique

Venu tout spécialement du Canada pour



Le président André-Man Mbombo encadré par des amélaniques présents à la conférence de presse/CCSAM

la tenue de ces assises, le président du CCSAM et initiateur de cette activité, André-Man Mbombo, a noté que ces assises visent à produire un cahier des charges de la problématique de l'amélanisme sous le continent, à présenter aux Etats et gouvernements et autres décideurs internationaux.

Le président du CCSAM a également expliqué l'historique de cet événement, qui s'appuie sur la « Résolution sur l'importance de l'éducation sur les droits des personnes vivant sans mélanine » initiée par ce centre et adoptée par l'Assemblée parlementaire de la Francophonie, au cours de sa 44e session tenue du 5 au 10 juillet 2018 au Québec,

à laquelle ont pris part une centaine de pays du monde francophone, ainsi que la déclaration universelle des droits humains des personnes vivant avec l'albinisme (déclaration de Montréal, 13 juin 2018), rédigée par ledit centre. André-Man Mbombo a aussi indiqué que c'est la même résolution qui a adopté les termes « amélanisme » et « amélanique » pour remplacer « albinisme » et « albinos » jugés dégradants ou péjoratifs.

Une action portée par les albinos

Sur place, dans le continent, le CCSAM a trouvé du répondant auprès des organisations de personnes sans méla-

nine de la République démocratique du Congo (RDC) et de la République du Congo (RC). A Kinshasa, la Fondation Mwimba-Texas (FMT) conduite par le catcheur albinos, champion d'Afrique et président de la Fédération des ONG des albinos de la RDC, Alphonse Mwimba Makiese Texas, et la Fondation Pauline albinos, de Mme Pauline Musau, accompagnent le CCSAM dans cette initiative. Alors que pour le Congo-Brazza, l'ASBL canadienne a le soutien de la Fondation Jhony-Chancel pour les albinos dont le président, Jhony Chancel Ngamouana, avait fait la traversée de Kinshasa pour participer à cette conférence de presse annonçant cet événement.

La nécessité d'un travail en synergie

Dans leurs différentes interventions, tous les responsables de ces organisations africaines ont démontré leur intérêt à l'initiative portée par André-Man Mbombo et le CCSAM-OBNL. Ils ont promis de travailler ensemble, pour le bien-être des personnes sans mélanine, les amélaniques. Ils ont souligné l'importance d'un travail en synergie en vue d'atteindre les objectifs visés.

Alphonse Mwimba Texas, Jhony Chancel Ngamouana, et Pauline Musau ont lancé un appel aux présidents Tshisekedi et Sassou Nguesso, qu'ils ont exhortés d'aller plus loin sur les bases qu'ils ont respectivement jetées, notamment pour la RDC, au travers le ministère chargé des personnes avec handicap et, pour le Congo-Brazza, avec la nomination de deux amélaniques, dans son cabinet et dans le gouvernement. « Nous avons besoin de plus d'albinophiles que d'albinophobes », a souligné Mwimba Texas, en appelant Félix-Antoine Tshisekedi à rejoindre son homologue Sassou N'Guesso particulièrement dans la promotion des amélaniques. Le président de la FMT a, par ailleurs, salué l'altruisme du président du CCSAM, André-Man Mbombo, à qui il a souhaité un moral de fer pour résister à la critique facile et continuer dans sa vision au bénéfice des amélaniques.

Lucien Dianzenza

VISITEZ LE MUSEE GALERIE DU BASSIN DU CONGO

de LUNDI à VENDREDI (9h-17h) et SAMEDI (9h-13h)

Expositions et projections

SCULPTURES

PEINTURES

CERAMIQUES

MUSIQUE

L'art dans sa Généralité,
de la Tradition
à la Modernité

Situé sur 84 Boulevard Denis Sassou Nguesso
immeuble les manguiers (M'pila)
dans l'enceinte des Dépêches de Brazzaville

CORONAVIRUS

Une sensibilisation communautaire dans l'arrière-pays pour prévenir la contamination locale

Le ministre en charge de la Communication, porte-parole du gouvernement, Thierry Lézin Mougalla, a appelé les médias et d'autres relais communautaires à un devoir citoyen en vue de sensibiliser les populations vivant dans les contrées les plus reculées du pays aux mesures préventives contre le coronavirus (Covid-19) qui menace la santé au plan mondial.

Avant d'amorcer l'échange avec la presse sur le Covid-19, le 20 mars à Brazzaville, le ministre Thierry Lézin Mougalla s'est donné le devoir de recenser le nombre de journalistes dans la salle pour s'assurer que la mesure gouvernementale interdisant le regroupement de plus de cinquante personnes a été respectée à la lettre. L'exposé des motifs de la rencontre passé, une série de questions-réponses s'en est suivie notamment sur l'implication objective des médias dans la sensibilisation au moment où les fake-news se propagent comme une trainée de poudre sur les réseaux.

« Sur le territoire national, il y a des compatriotes qui ne sont atteints par aucun média traditionnel ou numérique. Le gouvernement prépare un plan de communication communautaire et social pour que l'information sur les gestes barrières contre le coronavirus atteigne le Congolais le plus isolé », a expliqué le ministre en charge de la Communication en rappelant l'exigence professionnelle pour les médias de ne pas répandre des informations, dont on ne connaît la source, sans les avoir préalablement vérifiées.

Selon le porte-parole du gouver-



Le porte-parole du gouvernement échangeant avec la presse

nement, l'initiative ainsi que tant d'autres déjà prises visent à prévenir l'apparition d'un cas local, c'est-à-dire, éviter qu'un Congolais ou un sujet étranger vivant en terre congolaise contamine un autre sur le territoire national. Par cette explication, Thierry Lézin Mougalla a levé l'équivoque sur les cas importés

car jusque-là les trois cas testés positifs dans le pays viennent de l'extérieur. « La situation sanitaire des trois cas de Covid-19 déclarés au Congo est stable en terme médical. Le gouvernement continue à faire de son mieux pour ne pas perdre de vue l'ensemble des citoyens ou des sujets concernés

tout en évitant la contamination locale », a-t-il souligné.

L'impact des mesures prises en compte

Il est clair que les mesures prises par le gouvernement pour prévenir le Covid-19 auront un impact sur l'économie et le social. Les bars,

caves, VIP sont fermés. Les tenants de ces commerces s'interrogent notamment sur d'éventuelles factures d'électricité qu'ils ne vont pas consommer pendant trente jours, les impôts à payer, la compensation du manque à gagner... Questionner à ce propos, le ministre en charge de la Communication a indiqué que l'exécutif fait une analyse profonde de la problématique afin d'apporter les réponses appropriées. C'est pour cela que le président de la République, Denis Sassou N'Gusso, a mis en place une Task-Force qui évaluera les conséquences économiques et sociales des mesures prises dans le cadre du plan national de préparation et de riposte contre le Covid-19.

La désignation des ministères chargés de l'Economie, du Commerce, de l'Intérieur, des Hydrocarbures, de la Défense, des Affaires étrangères, des Finances, de la Communication, des Transports, de la Santé et des Affaires sociales, pour constituer cette Task-Force met en relief le caractère transversal des questions qui seront analysées.

En attendant, les mesures d'hygiène édictées et celles prises par le gouvernement demeurent la première barrière contre le Covid-19.

Rominique Makaya

INTERVIEW

Benoît Bakary Alangamoye : « Nous sommes conscients des dangers du Covid-19 »

Le conseiller municipal et directeur du cabinet du maire de Ouessou évoque, dans une interview à la presse, l'actualité nationale dominée par la pandémie du Coronavirus, la décentralisation et la récente visite du chef de l'Etat dans la Sangha. Benoît Bakary Alangamoye se fait également le porte-étendard d'une jeunesse émergente par le travail et l'abnégation, grâce à l'encadrement des anciens.

Les Dépêches de Brazzaville (LDB) : L'actualité est dominée par la pandémie du Covid-19. Comment la population de Ouessou s'organise-t-elle pour éviter le virus ?

Benoît Bakary Alangamoye (B B A) : Ouessou est informée que le coronavirus a atteint le Congo et trois cas sont enregistrés à Brazzaville. Les populations observent les mesures édictées par le gouvernement et l'Organisation mondiale de la santé pour que le virus ne passe pas par Ouessou. Quitte au conseil municipal et aux leaders d'opinion de prendre le relais. La Sangha est frontalière au Cameroun où le virus fait des victimes. Nous sommes conscients des dangers du Covid-19 et faisons tout pour en être à l'abri.

LDB: La commune de Ouessou s'intéresse-t-elle à la coopération décentralisée ?

B B A.: Oui, bien sûr. Ouessou a signé des accords de coopération décentralisée avec la ville de Yokadouma au Cameroun. Elle a aussi un autre accord de jumelage avec Sangmélina. L'accord de jumelage entre

Pokola et la ville de Dammarie-les-Lys, en France, intègre ce registre. Ces initiatives prennent corps.

L.D.P : Le Congo expérimente la décentralisation depuis plus d'une décennie. Comment ce processus est-il observé à Ouessou ?

B B A: Ouessou est dotée d'un conseil qui décide de son destin. Même chose pour le département. Pokola devient une commune de plein exercice. Les pouvoirs sont bien donnés aux assemblées locales. Le transfert des compétences est clair. Les aspects liés à l'assainissement, à l'économie, à l'éducation et à la formation y font partie. La décentralisation n'a pas atteint le point final, mais elle profite à Ouessou et à la Sangha.

LDB : Le chef de l'Etat vient de séjourner dans le département de la Sangha. Avez-vous tenu votre partition dans le succès de cette visite de travail ?

B B A : Le conseil municipal de Ouessou, le Parti congolais du travail grâce auquel j'ai été élu à l'exécutif local et bien d'autres



organisations ont associé force et intelligence à cette fin. (...) C'était extraordinaire au point où les avarés d'éloges reconnaissent que les élus et autres cadres du département ont fait un travail de fond et la mobilisation a été à la dimension de la fonction présidentielle et l'estime dont jouit Denis Sassou N'Gusso dans la Sangha et dans tout le pays.

LDB : Que représente le tronçon routier ouvert à

la circulation par le président de la République pour Ouessou et la Sangha en général ?

B B A : Les grands politiques et les illustres économistes depuis la nuit des temps enseignent que la route est un facteur de développement et d'intégration. Au-delà de la Sangha qui est frontalière avec le Gabon, le Cameroun et la Centrafrique, la route carrefour Ketta-Djoum-frontière Cameroun renforce et accélère l'intégration des populations de l'ex-Afrique équatoriale française. Le flux économique et migratoire est facilité, les activités agropastorales sont rendues plus rentables. Nous pouvons aller de Ouessou à Sembé en moins de deux heures alors qu'il fallait passer une semaine pour faire le trajet. Donc, la route devient le principal facteur de développement de la Sangha, des départements, districts et pays frontaliers.

LDB : Avez-vous un appel à lancer à l'endroit des jeunes de la Sangha ?

B B A : Un adage dit : la vie est un combat. Le succès est au

bout de l'effort. Je suis un témoignage vivant et mes frères le savent que nous nous sommes battus et nous continuons de le faire. Tous les aînés qui ont réussi, les jeunes qui réussissent en savent le prix. La persévérance, l'abnégation, l'engagement et la conviction. Donc, nous ne devons pas désespérer. Toute conjoncture passe. Le cadre est édicté par le chef de l'Etat. Que chacun prenne en main son destin. Chacun doit se battre à apprendre un métier. La Sangha est un département où la terre est fertile. Les grandes puissances économiques se sont développées par le secteur primaire, donc agricole.

Je demande aux jeunes de se lier derrière le président de la République et de le soutenir. Les retombées de sa politique sont palpables, malgré la conjoncture. Ouessou a beaucoup changé. La ville dispose dorénavant des voiries bitumées, un barrage hydroélectrique alimente la ville. Une agence de la BEAC est fonctionnelle. Des agences bancaires multiples. Bref, Ouessou dispose désormais des principaux socles pour son apogée.

Propos recueillis par Parfait Wilfried Douniama

COVID- 19 : Nous faisons de la protection de nos abonnés une priorité.

Y'ello chers abonnés

Au vu de la situation préoccupante que traverse notre pays suite à la lutte contre la propagation du Covid- 19, nous tenons à rassurer, nos parties prenantes, les populations et nos abonnés que MTN CONGO soutient les efforts du gouvernement à contenir cette pandémie.

De ce fait, en collaboration avec gouvernement, nous avons mis en place des mesures de précautions qui visent à protéger votre santé et celle de nos collaborateurs.

Comment ?

- En mettant à votre disposition les informations relatives à votre protection via nos réseaux sociaux et via des campagnes SMS ;
- En maintenant un environnement sain selon les recommandations du gouvernement et de l'OMS ;
- En changeant la façon dont nous allons exécuter un certain nombre de nos évènements qui comptaient pour vous comme le Yello Fitness ;
- En protégeant notre personnel avec la mise à disposition de gel hydro alcoolique, gants, masques et toute autre information visant à renforcer leur sécurité et celle de leur famille.

En sus nous mettrons tout en œuvre pour garantir une très bonne qualité de service parce nous savons que l'accès aux communications et à l'internet sont déterminants pour rester en contact, travailler à distance, mais aussi vous informer de la situation du pays et du reste du monde.

Nous vous encourageons de même que nos communautés et partenaires à adhérer aux mesures de prévention dictées par le gouvernement pour qu'ensemble nous contribuons à la réduction du risque de propagation du COVID – 19.

Ayham MOUSSA
Directeur Général



mtncongo.net

FONDATION
GOTÈNE



CRÉATION DE LA FONDATION MARCEL GOTÈNE



Marcel Gotène, l'un des plus grands peintres modernes africains du XX^e siècle prédisait peu avant sa mort en 2013 :

« Mon œuvre contribuera à mieux faire connaître le Congo sur les cinq continents »

Artiste du vivant inspiré des légendes de son pays, son art et son histoire continuent d'exercer une immense fascination en dépit du temps qui passe.

Si le peintre du Cosmos nous a quittés en 2013, son œuvre lui survit et nous raconte sans relâche l'histoire du Congo.

La Fondation Marcel Gotène créée et dirigée par sa famille entretiendra sa mémoire et sa notoriété au-delà des frontières et du temps.

Soutenez la fondation, préservez le souvenir de l'artiste et de son œuvre en faisant un don.

Compte bancaire de la fondation Marcel Gotène
Banque Congolaise de l'Habitat (BCH) - RIB : 30015-24201-10120001668-71

CORONAVIRUS

Les fausses informations, l'épidémie dans la pandémie

Théories du complot, traitements inappropriés ou faux conseils de prévention : la propagation éclair de fausses informations en tout genre sur le nouveau coronavirus nuit au combat des autorités pour endiguer la pandémie.

Dès février, l'Organisation mondiale de la santé (OMS) a alerté sur l'«infodémie massive» qui entourait le Covid-19, à savoir une surabondance d'informations, qui ne sont pas toujours vraies ou exactes.

«On voit les mêmes canulars apparaître en Asie, en Europe, aux Etats-Unis, en Amérique latine, à quelques heures de différence», explique Cristina Tardaguila, directrice associée du réseau international de factchecking IFCN, dont les membres présents dans 45 pays mettent en commun leurs articles.

«On a gagné des batailles avec des faux qui ont cessé de tourner mais on est en train de perdre celle concernant les faux traitements et les fausses préventions». Car, à défaut d'un traitement médical contre le coronavirus, les faux remèdes (prendre de

la cocaïne, boire de l'eau de javel), les fausses recommandations (ne pas utiliser de gel désinfectant car il est cancérigène), faux numéros d'urgence ou encore faux tests de dépistage pullulent sur les réseaux.

Vitesse de réaction

Si des personnes créent et partagent délibérément du contenu mensonger, à des fins conspirationnistes - comme ces vidéos prétendant que le virus a été créé en laboratoire - ou encore commerciales - comme les faux remèdes à vendre, beaucoup relaient des affirmations sans savoir qu'elles sont fausses et donc sans malveil-

lance.

Avec la mise en place de mesures de confinement dans plusieurs pays, le phénomène s'intensifie. De fausses informations sur ce virus apparu en Chine ont aussi provoqué la stigmatisation de groupes. En France, la communauté franco-chinoise s'est inquiétée dès janvier des amalgames xénophobes.

Selon Tarik Jasarevic, porte-parole de l'OMS, la stigmatisation peut conduire les gens à cacher la maladie pour éviter la discrimination ou encore les empêcher de demander des soins de santé immédiatement.

Plateformes poussées à l'action

Vivement critiquées, les plateformes sont poussées à agir pour casser la viralité des fausses informations et à mettre en avant des informations provenant de sources faisant autorité, telles que les centres de contrôle des maladies et l'Organisation mondiale de la santé (OMS).

Sur Google, en tête des recherches sur le coronavirus apparaissent les informations de l'OMS. Facebook s'est mobilisé sur différents fronts : la valorisation des informations fournies par des sources compétentes, la lutte contre la pro-

pagation de contenus nocifs (publicités pour des prétendus remèdes, fausses informations) et le soutien aux services de santé avec des fonds et des outils informatiques. «Le niveau d'appels passés via WhatsApp et Messenger a doublé par rapport à d'habitude» dans les zones les plus touchées par la pandémie, a constaté mercredi Mark Zuckerberg, le patron du réseau social. WhatsApp, où a circulé de nombreux messages de «chercheurs» ou de «personnes en contact avec le gouvernement», a annoncé une subvention d'un million de dollars pour soutenir les membres de l'IFCN. Les conversations y étant privées, la messagerie aux deux milliards d'utilisateurs constitue un défi majeur dans cette lutte contre la mésinformation.

D'après AFP

«On a gagné des batailles avec des faux qui ont cessé de tourner mais on est en train de perdre celle concernant les faux traitements et les fausses préventions»

La Minusca et l'OMS appuient le gouvernement de la Centrafrique face à la menace

La Mission intégrée multidimensionnelle des Nations unies en République centrafricaine (Minusca) est mobilisée sur deux fronts sécuritaire et sanitaire.

Les Nations unies doivent mener deux batailles simultanées : celle contre les violences des groupes armés et une nouvelle contre la pandémie de coronavirus qui a touché une personne pour l'instant. En RCA, l'un des pays les plus pauvres au monde, l'ONU et les autorités centrafricaines travaillent main dans la main face au coronavirus. Avec l'appui de l'OMS, un centre d'isolement des malades du coronavirus a été établi dans cet hôpital.

« Nous continuons à appuyer le ministère de la Santé publique dans les mesures à prendre. Le plus important, c'est de s'assurer qu'on détecte tous les cas sur le territoire centrafricain, de tracer leurs contacts, d'identifier les personnes malades et de les mettre en isolement », a déclaré le représentant de l'OMS en RCA, Severin Von-Xylander, lors d'une conférence de presse conjointe de la Minusca, de l'OMS et du ministère centrafricain de la Santé et de la Population.

Dans le cadre des mesures prises pour prévenir la propagation du Covid-19, la Minusca a annoncé avoir suspendu le processus de rotation des contingents. Une mesure prise pour limiter le risque d'arrivée du virus depuis l'étranger. « Ceux qui sont déjà en RCA exécuteront les tâches habituelles », a déclaré le commandant de la Force de la Minusca, le général Daniel Sidiki Traoré.

« La Minusca a un mandat de protection », a pour sa part rappelé Denise Brown, la représentante spéciale adjointe du secrétaire général de l'ONU en RCA. Et par conséquent, elle a maintenu son personnel dans le pays pour exécuter ce mandat malgré le Covid-19.

Denise Brown a souligné que la Minusca « continuera à appuyer le gouvernement centrafricain et le ministère centrafricain de la Santé dans cette lutte » contre cette nouvelle menace d'ordre sanitaire. Elle a également indiqué que tout le personnel des Nations unies a reçu l'ordre de respecter scrupuleusement les consignes contenues dans les directives de l'OMS et du ministère de la Santé publique.

A l'aéroport Mpokeo de Bangui, la Minusca a fourni un appui matériel et technique pour diagnostiquer les voyageurs à leur arrivée sur le sol centrafricain. « Nous avons mis en application les consignes du ministère de la Santé publique en mettant en place le personnel médical à l'aéroport Bangui-Mpokeo pour contrôler les troupes et rendre compte au ministre de la Santé publique », a dit Denise Brown.

Lors de la conférence de presse sur la réponse de l'ONU et du gouvernement au coronavirus en RCA, Mme Brown et M. Sompse ont dénoncé la campagne de stigmatisation menée contre le personnel des Nations unies et des ONG et accusant les étrangers de véhiculer le coronavirus dans le pays.

Yvette Reine Nzaba

La BCEAO entend protéger les économies de l'Uemoa

La Banque centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO) planche actuellement sur un moyen d'amortir l'impact économique et financier du coronavirus sur les Etats membres de l'Union.

Les experts de l'institution financière travaillent, depuis une dizaine de jours, sur un Plan de riposte au coronavirus. L'objectif est de protéger les économies des pays de l'onde de choc provoquée par la pandémie qui, tour à tour, a mis à l'arrêt momentané la Chine, puis une part grandissante de l'Europe, et à présent les pays subsahariens. Outre de provoquer de grands désordres dans les circuits d'approvisionnement mondiaux et les chaînes logistiques, voire de participer à la baisse du cours du pétrole.

Il s'agit donc, pour la BCEAO, organe d'émission des huit pays de la zone Uemoa, d'amortir l'impact à moyen terme, pour les

pays membres de l'Union, comme lors de la dernière crise de 2008. Des réflexions sont ainsi menées, par des équipes pluridisciplinaires, pour envisager les voies et moyens et les cas de figures.

Ces travaux s'appuieront logiquement sur les profils-pays, ainsi que les projections et analyses d'impact sur les conséquences du Covid-19 (dont un certain nombre fait état déjà d'importants replis économiques pour les premier et deuxième trimestres, au minimum). Les pays africains étant très dépendants des exportations de matières premières vers l'Europe, et surtout la Chine. Des recommandations devraient être disponibles pour que les

Etats membres puissent faire face à l'importante crise qui pointe à l'horizon, à cause du ralentissement mondial.

A ce jour, 72 cas sont déclarés dans la Zone Uemoa, soit au Sénégal (34), Burkina Faso (26), Côte d'Ivoire (8), Bénin (2), Togo (1) et Niger (1). Si le nombre de contaminations est encore relativement faible, le risque d'une explosion est pris très au sérieux par les pays d'Afrique de l'Ouest, vu la très grande contagiosité du virus et son temps d'incubation relativement long. Ce qui explique, sans doute, les mesures de confinement de plus en plus importantes prises par les pays concernés.

Josiane Mambou Loukoula

BANQUE MONDIALE

Les agents veulent l'annulation des réunions du printemps

L'association du personnel de la Banque mondiale demande à l'institution d'annuler ses réunions du printemps.

En raison de l'épidémie de Covid-19, la direction de la Banque mondiale (BM) vient de décider du report du Forum sur la fragilité, prévu à Washington cette semaine, et de reporter les événements à grande échelle, impliquant des voyages internationaux. Le personnel de la BM demande l'annulation des réunions de printemps, qui ne doit pas se faire uniquement pour des raisons de santé, mais définitivement. Car, selon lui, ces réunions seraient en contradiction avec les "objectifs environnementaux et représentent une énorme perte de temps et d'argent". Il s'appuie notamment sur les estimations du coût des réunions de printemps, en termes d'argent que d'empreinte environnementale.

En termes d'argent, les réunions de printemps 2019 ont vu 11934 parti-

cipants inscrits. Près de 10 000 ont pris l'avion pour Washington et y sont restés en moyenne quatre jours. En phase avec leurs homologues du Fonds monétaire international, ils estiment le coût total de la production des réunions de printemps à environ 57 millions de dollars. Sur le plan environnemental, le personnel a comptabilisé les émissions de carbone estimées des voyages aériens, de l'électricité dans les hôtels, dans les réunions et du transport intracommunautaire à une empreinte carbone estimée pour les réunions de printemps d'environ 79 500 tonnes métriques de dioxyde de carbone. Cela équivaut à conduire 17 000 voitures pendant un an.

Contrairement aux assemblées annuelles d'octobre, les assemblées de

printemps ne sont pas prescrites par les statuts de la banque. En effet, les rencontres du printemps semblent résulter d'une réunion supplémentaire du Comité de développement de la banque dans les années 1970. Elle a commencé comme une réunion de 25 personnes avant de devenir «une extravagance internationale de 12 000 participants», explique les représentants de l'association. Puis ils interrogent : "Avez-vous vraiment besoin de 10 000 personnes au même endroit, deux fois par an, pour qu'il y ait un véritable dialogue sur le développement?". Les coûts financiers et environnementaux sont énormes. " Peut-être que COVID19 est notre réveil", ont-ils écrit, notant le scepticisme du président de la BM David Malpass, quant à la valeur des conférences mondiales sur le développement, préférant plutôt travailler vers des résultats au sein des pays.

Noël Ndong

CORONAVIRUS

Les associations des consommateurs craignent la flambée des prix des denrées alimentaires

Les prix des produits liés à la prévention du Covid-19, dont les masques, bavettes et gels hydro-alcooliques, sont passés du simple au triple depuis l'annonce des premiers cas infectés au Congo. De quoi alimenter l'inquiétude des défenseurs des consommateurs sur la hausse des prix dans les marchés.

Le secrétaire exécutif de la plateforme des six associations locales, Mermans Babounga Ngondo, a salué les premières mesures de prévention de la maladie annoncées par le gouvernement, à savoir la fermeture des espaces publics, l'interdiction des grands rassemblements, y compris la suspension des liaisons aériennes entre le Congo et les pays à risque.

Pour Mermans Babounga Ngondo, qui est aussi le secrétaire exécutif de l'Observateur congolais des droits des consommateurs, l'État doit anticiper les conséquences que ces mesures peuvent provoquer sur le commerce. « Il est vrai que ces produits préventifs sont soumis au régime de la liberté des prix, parce qu'ils sont considérés comme des produits de luxe. Dans le contexte actuel de l'appel à la mobilisation autour des gestes barrières contre le coronavirus, ce régime de la liberté des prix ne devrait plus s'appliquer pour faciliter l'ensemble des consommateurs à s'en procurer », a-t-il plaidé.

En effet, la République du Congo importe plus de 75% de ses besoins

alimentaires. De sources officielles, l'importation des produits alimentaires et des congelés représente chaque année pas moins d'un milliard de dollars, soit environ six cents milliards de francs CFA. C'est pourquoi, les restrictions aux frontières maritimes, aériennes et terrestres peuvent entraîner la pénurie des produits alimentaires ainsi que d'autres produits de première nécessité.

Les membres du réseau des associations des consommateurs veulent aussi être impliqués à la sensibilisation dans les marchés. « Nous souhaiterions que des dispositions particulières soient prises pour encadrer le régime de liberté des prix applicable à ces produits. En même temps, nous exhortons le gouvernement, à travers le ministère du Commerce et des approvisionnements à renforcer le contrôle des prix homologués des denrées alimentaires. Les associations de consommateurs pourraient être mises à contribution à cet effet », a dit Mermans Babounga Ngondo.

F.K.

Le port de la bavette n'est pas conseillé pour les personnes saines

Le docteur Ray Mankele, coordonnateur des programmes des urgences à l'OMS-Congo, a précisé le 19 mars à Brazzaville que le port de la bavette ne sert à rien pour les personnes saines.

Dans le cadre de la lutte contre l'épidémie de coronavirus qui dépasse les frontières, nombreux sont ceux qui pensent que se protéger la bouche et le nez avec un masque chirurgical est un bon moyen de prévention contre les virus respiratoires, dont la grippe. Dans les arrondissements de Brazzaville, il est très courant de voir des personnes saines porter un masque chirurgical ou en papier. Les masques en papier agissent comme une simple barrière physique mais ne filtrent pas les poussières et les pathogènes.

Pour l'instant, sur la liste des mesures officielles préconisées par le gouvernement du Congo pour lutter contre le Covid-19, il n'est pas fait mention du port d'un masque en papier qui, d'ailleurs ne se justifie pas pour une personne en bonne



Dr Ray Mankele

santé.

« Le port de la bavette ne fait pas encore partie des mesures de protection de la population vis-à-vis du coronavirus. La transmission du Covid-19 se fait par le contact d'une personne saine avec la salive du malade ou les crachats d'un malade. Par contre, le port de la bavette est conseillé pour les malades pour ne pas que ses sécrétions atteignent les personnes saines », a expliqué le coordonnateur des programmes des urgences à l'OMS-Congo.

En revanche, le lavage fréquent des mains au savon ou avec une solution hydroalcoolique est conseillé dans le cadre de l'épidémie de coronavirus mais aussi pour l'ensemble des virus respiratoires dont la grippe afin de protéger la population saine et de limiter la propagation.

Fortuné Ibara

« Le port de la bavette ne fait pas encore partie des mesures de protection de la population vis-à-vis du coronavirus. La transmission du Covid-19 se fait par le contact d'une personne saine avec la salive du malade ou les crachats d'un malade. Par contre, le port de la bavette est conseillé pour les malades pour ne pas que ses sécrétions atteignent les personnes saines »,

AVIS D'APPEL D'OFFRES

N°003/ECG/DG/2020

POUR LA SELECTION D'UNE SOCIETE D'ENTRETIEN ET MAINTENANCE DU DISPOSITIF DE SECURITE ELECTRONIQUE DE ECOBANK CONGO

La Direction Générale de Ecobank Congo lance un appel d'offres pour la sélection d'une société spécialisée dans la fourniture, l'installation du matériel de sécurité électronique et la maintenance de son dispositif de sécurité.

Le dossier d'appel d'offres ou de candidature est à retirer à son siège social sis au 3^e étage de l'immeuble de l'Arc centre-ville Brazzaville et à Pointe-Noire au secrétariat du Directeur Général Adjoint de l'agence Ecobank Atlantic Palace moyennant paiement de cent mille (100 000) francs CFA en espèces, non remboursable.

Les offres signées et cachetées devront être déposées aux mêmes adresses au plus tard le 31/03/2020 à 16heures00.

Fait à Brazzaville, le 18/03/2020

La Direction Générale

HARIOM TRAVELS
Agence de Voyage & Tourisme

Visitez
les pays de vos Rêves avec nous

Billet + Hôtel + Loisirs
nous faisons de votre séjour une expérience inoubliable

Pointe-Noire (Rép. du Congo) ☎ + (242) 05 555 55 79 - 04 485 09 09 ✉ salespnr@hariomtravels.net
Brazzaville (Rép. du Congo) ☎ + (242) 05 302 67 86 - 04 431 03 50 ✉ salesbzbv@hariomtravels.net
www.hariomtravels.net

GOUVERNEMENT

Ingrid Ebouka-Babackas face au défi de la relance du CFCO

Les activités du Chemin de fer Congo-Océan(CFCO) tournent au ralenti depuis quelques années, de même que les ports et le transport aérien. Prenant ses fonctions au département des Transports, le 20 mars, Ingrid Olga Ghislaine Ebouka-Babackas a promis d'apporter un nouvel élan.

La cérémonie de passation de service a eu lieu le vendredi, à Brazzaville, entre le ministre sortant des Transports, Fidèle Dimou et l'entrante, en présence des représentants de la présidence et de la primature. Cumulativement avec ses fonctions de ministre du Plan, de la Statistique et de l'Intégration régionale et d'intérimaire des Finances et du Budget, Ingrid Olga Ghislaine Ebouka-Babackas coordonne désormais le vaste département des Transports.

Parmi les dossiers qui vont se retrouver très vite sur la table de la ministre figure le chantier de la redynamisation des capacités fonctionnelles du CFCO. La compagnie ferroviaire publique qui est confrontée à une baisse des activités, entraînant l'accumulation des arriérés de salaire. S'ajoute la collision de deux trains survenue en juin 2019 à Ngondji, située à l'entrée de Pointe-Noire, ayant endommagé une partie des installations ferroviaires. Les résultats de l'enquête ne sont pas encore connus.

Il y a néanmoins une bonne nouvelle, la société China Civil Engineering Construction Corporation (CCECC) s'est engagée à réhabiliter des lignes Pointe-Noire/Brazzaville (510km) et Mont-Belo/Mbinda (285km) et à construire de nouvelles lignes entre Lékana et Sembé (330km), entre Ouesso et Garabinzam (340km), entre Lékana et Brazzaville (386km) et entre Komono



Ingrid Ebouka-Babackas et Fidèle Dimou peu après la passation/Adiac

et Mossendjo (80km).

La société chinoise a également promis, à travers un protocole d'accord signé avec le gouvernement congolais en avril 2017, de dépêcher ses experts à Brazzaville pour les études de faisabilité. A noter que toutes ces initiatives sont encore au stade de projets.

Prenant la parole lors de la brève cérémonie de passation de témoin, la ministre Ingrid Ebouka-Babackas s'est montrée rassurante. « Les activités du transport et celles autour des infrastructures y afférentes sont absolument primordiales pour le ministère en charge de ce secteur stratégique, pour la croissance inclusive, forte et soutenue du Congo. Je voudrais donc très respectueusement exprimer mon immense gratitude au président de la République, ainsi qu'au

Premier ministre », a-t-elle déclaré.

Outre le CFCO, celle-ci est attendue sur les gros dossiers du transport aérien, notamment le rapatriement des avions d'ÉCAir cloués à l'étranger et la relance de la compagnie, le projet de création du centre de maintenance aéronautique de Brazzaville...

En matière de transport maritime, il y a le chantier de construction du quai multifonction et de l'autoroute reliant la ville océane et la zone économique spéciale, la question du statut des corps de métiers du secteur maritime. Après avoir servi pendant trente mois à la tête du département des Transports, le sortant Fidèle Dimou quitte ses fonctions avec un sentiment de devoir accompli. Il n'a pas manqué de souhaiter bon vent à sa remplaçante.

Fiacre Kombo

CORONAVIRUS

La FMC Talangai invite les jeunes au respect des consignes

Dans une déclaration publiée le 20 mars, le président du comité de la Force montante congolaise (FMC) du sixième arrondissement, Herman Koumou Ollessongo, conscient de l'ampleur que prend la pandémie dans le monde, a appelé la jeunesse au strict respect des mesures restrictives prises par le gouvernement.

Depuis quelques jours, Brazzaville vit dans l'émoi, suite à trois cas confirmés du Covid-19, annoncés récemment par le gouvernement. Ainsi, pour éviter sa propagation, le gouvernement a pris une série de mesures auxquelles tout le monde doit observer.

A ce titre, conformément à ses missions régaliennes dans l'encadrement et la conscientisation des jeunes militants du mouvement de jeunesse du Parti congolais du travail (PCT) à Talangai, Hermann Koumou Ollessongo les a exhortés à la prise de conscience face à cette pandémie. Il leur a demandé notamment de prendre au sérieux la menace du Covid-19, une pandémie qui a déjà tué des milliers de personnes à travers le monde.

Dans son message, le président de la FMC du sixième arrondissement a fait savoir aux jeunes que le coronavirus n'est pas une utopie, comme pensent certains, mais un fait réel pour lequel ils doivent demeurer prudents. « Je demande aux jeunes de veiller et d'appliquer les consignes édictées par le gouvernement. Vous devez être vigilants et prudents, sans céder à la panique face à l'ampleur de la pandémie. Je vous exhorte surtout à vous méfier de l'intox sur cette maladie, amplifiée sur les réseaux sociaux par des citoyens mal intentionnés », a indiqué Hermann Koumou Ollessongo.

« Je demande aux jeunes de veiller et d'appliquer les consignes édictées par le gouvernement. Vous devez être vigilants et prudents, sans céder à la panique face à l'ampleur de la pandémie. Je vous exhorte surtout à vous méfier de l'intox sur cette maladie, amplifiée sur les réseaux sociaux par des citoyens mal intentionnés »

A l'endroit du gouvernement, par ailleurs, la FMC Talangai lui demande de sécuriser la population contre ce fléau, en lui plaçant des récipients d'eau désinfectée dans les administrations publique et privée ainsi que dans les lieux publics, afin de permettre à tous d'observer les règles d'hygiène comme le recommande l'Organisation mondiale de la santé (OMS).

Déclaré en décembre 2019 dans la ville de Wuhan en Chine, le Covid-19 a déjà gagné tous les continents du monde en trois mois. Selon le bilan de l'OMS publié le 21 mars, la pandémie a déjà infecté plus de deux-cent cinquante mille personnes et tué plus de dix-mille personnes dans le monde.

Firmin Oyé

LE FAIT DU JOUR

Le Pape comme médiateur

On peut avoir la conviction que cette lettre, « sourcée », est authentique. Si cela ne venait pas à être le cas, qu'on nous pardonne d'en faire écho. La raison vient de ce que l'intensité de son contenu, le cri du cœur qu'elle libère, rendent compte de la fragilité du monde qui nous accueille, et finalement, minimisent les dissensions, les acrimonies, les animosités qui entourent l'existence humaine.

Cette lettre est celle qu'un Iranien, l'Ayatollah Seyyed Mostafa Mohaghegh Damad, a adressée au Pape François. Elle a été relayée, le 20 mars, par l'Agence Fides, « l'organe d'information des Œuvres pontificales missionnaires du Vatican et tient son siège au palais Propaganda Fide, au Vatican », comme nous le détaille l'encyclopédie en ligne, Wikipédia.

L'initiateur du courrier, toujours d'après la même source, est « actuellement chef du département

des études islamiques de l'académie iranienne des sciences ». Un homme attaché à son pays, sans doute, mais aussi à l'islam, sa religion, dont on peut penser que la propre longue barbe blanche qu'il arbore, témoigne de la clause pour tout hiérarque du clergé chiite de ne pas déroger à certains symboles.

L'Ayatollah Seyyed Mostafa s'ouvre au Saint-Père d'un sujet tout à fait ancien, la difficile relation entre son pays et les Etats-Unis, mais un sujet toujours d'actualité au regard des points de friction qui en rejaillissent chaque fois. Depuis plusieurs décennies, l'Iran ploie sous les sanctions américaines. Celles-ci ont été renforcées sous le président Donald Trump alors qu'une grande éclaircie s'était montrée durant les deux mandats de son prédécesseur, Barack

Obama, notamment quand fut signé l'accord sur le nucléaire iranien, le 14 juillet 2015, à Vienne, en Autriche.

C'est justement sur cette question des sanctions que le responsable iranien interpelle le Pape François : « Sans juger les causes profondes de ces sanctions inhumaines imposées par les Etats-Unis, en tant que chercheur islamique iranien, je vous demande humblement, en qualité de responsable mondial des catholiques, d'intervenir afin que soient éliminées ces sanctions », implore le rédacteur du courrier. Qu'est-ce qui l'en est poussé ?

La lettre du responsable chiite est motivée par les ravages que provoque le coronavirus en Iran. Avec plus de 1000 morts et près de 20 000 cas confirmés au 19 mars, le pays a, d'après diverses sources, « perdu le contrôle de la pandémie ». Cette situation serait aggra-

vée par les sanctions américaines, ajoute-t-on. C'est aussi l'avis de ce correspondant assez particulier du chef de l'église catholique dans son courrier citant abondamment les saintes écritures.

Seyyed Mostafa veut que l'Amérique, pays où le président élu prête serment la main posée sur la bible se rappelle que « la norme de comportement vis-à-vis des ennemis établis par Jésus ne consiste pas dans leur destruction mais est plutôt celle de la réconciliation ». Il donne carte blanche au Pape d'agir pour la paix et l'amour universels, peut-être devrait-on se demander qu'en pense le gouvernement iranien devant cet appel du pied de l'un de ses éminents citoyens.

Gankama N'Siah

FRANCOPHONIE

Un 50^e anniversaire en berne

En raison de la pandémie du coronavirus qui s'étend à travers le monde, des manifestations visant à célébrer les 50 ans de l'Organisation internationale de la francophonie (OIF) ont été annulées.

Les festivités devaient se dérouler à Niamey, au Niger, là même où fut signée, en 1960, une convention qui deviendrait l'acte de naissance de cette organisation dédiée à la langue française et plus largement à la francophonie.

Près de quatre cents événements en tout genre seraient organisés, du 20 mars au 31 décembre, sur chaque continent. Tout un panel d'événements culturels, sportifs, économiques s'ancre sur le calendrier 2020 autour d'un même fil rouge : le cinquantième de l'Organisation internationale de la francophonie. Mais la fête sera quelque peu perturbée et sous tension.

Le Covid-19 n'est visiblement pas la seule raison à semer au sein de cette organisation. Il semble que la prise de fonction le 3 janvier 2019 de sa secrétaire générale, la Rwandaise Louise Mushikiwabo, fait aussi grincer des dents. Celle qui a pris la tête d'une structure visant à promouvoir la langue française n'en serait pas la meilleure ambassadrice selon de nombreux experts. Louise Mushikiwabo est largement identifiée au gouvernement rwandais, dont le régime défie des principes fondateurs de la francophonie (droits de l'homme notamment). C'est aussi un pays qui a remplacé le français par l'anglais comme langue obligatoire à l'école, qui en a fait sa langue officielle, et qui a par ailleurs adhéré au Commonwealth.

De son côté, Louise Mushikiwabo n'y voit aucune contradiction : « *L'anglais, c'est aujourd'hui la langue de la Silicon Valley, de la technologie, de la recherche, des réseaux sociaux. C'est une réalité et, par ailleurs, l'essentiel de l'acti-*

té économique du Rwanda se fait avec l'Afrique de l'Est », expliquait-elle au journal français Le Monde, peu après sa nomination.

Pourtant, depuis toujours, l'OIF (qui fut d'abord l'ACCT) s'assigne une mission claire : promouvoir le français et surtout, développer des liens et intérêts communs entre les pays qui ont la langue de Molière en partage. C'est toute la philosophie prônée au début des années 60 au Niger, où l'homme politique nigérien Hamani Diori, premier président de la République du Niger (1960-1974) avec le Sénégalais

« La seule façon de maintenir le français, c'est de l'enseigner de façon substantielle sur le continent africain. »

Léopold Sedar Senghor, le Tunisien Habib Bourguiba et le Cambodgien Norodom Sihanouk défendent une Francophonie politique et institutionnelle.

50 ans de changements

Ainsi, le 20 mars 1960, les représentants de 21 États et gouvernements signent une Convention portant création de l'Agence de coopération culturelle et technique (ACCT). À l'origine, la coopération entre les différents pays est avant tout éducative et culturelle.

Mais l'organisation prend une nouvelle dimension politique en 1984 sous l'impulsion

du président français François Mitterrand : il organise le premier Sommet de la Francophonie en 1986 à Versailles (France), auquel 42 États et gouvernements y participent, qui déterminent quatre domaines de coopération multilatérale : le développement, les industries de la culture et de la communication, les industries de la langue ainsi que le développement technologique couplé à la recherche et à l'information scientifique.

En 2005, l'ACCT devient Organisation internationale de la Francophonie (OIF) et représente maintenant trois cents millions de personnes dans le monde. Elle regroupe 88 États et gouvernements ayant la langue française (5e langue mondiale actuellement) en commun et devant affronter un même défi : maintenir la langue française à flot, et cibler ses efforts sur l'enseignement français. Pas si facile dans un monde en perpétuelle évolution, une structure qui semble de plus en plus géopolitisée, et des budgets en baisse. En effet, la France, le premier contributeur de l'OIF, a sensiblement baissé les subventions des Alliances françaises et réduit la voilure budgétaire des établissements d'enseignement du français à l'étranger. Or même Louise Mushikiwabo en convient : « *La seule façon de maintenir le français, c'est de l'enseigner de façon substantielle sur le continent africain.* »

Coronavirus ou pas, ce sont des bougies semées de désillusion qui risquent de marquer les 50 ans de l'Organisation internationale de la francophonie.

Josiane Mambou Loukoula

Le milliardaire chinois Jack Ma va apporter son assistance aux pays africains

Le fondateur et président du site de commerce en ligne, Alibaba, propose, depuis plusieurs jours, son aide au monde entier pour fournir du matériel médical. Les pays africains ne sont pas en reste. Chacun d'entre eux recevra un stock de matériel de la part du milliardaire.

Alors que l'Organisation mondiale de la santé s'est alarmée de l'impréparation de nombreux systèmes de santé africains, la fondation Jack Ma va fournir une assistance médicale à distance pour former les équipes de soin. Le milliardaire chinois Jack Ma a fait sa première apparition la semaine dernière sur Twitter. Après l'Asie, l'Europe et les États-Unis, sa fondation tend la main au continent africain. Elle va offrir à chaque État vingt mille tests de dépistage et cent mille masques.

Au cœur de ce dispositif, un partenaire de longue date de la Chine en Afrique : l'Éthiopie, où les stocks seront reçus avant d'être ensuite disséminés vers les autres pays.

En effet, l'Éthiopie a l'avantage de bénéficier de très bonnes infrastructures et d'une flotte aérienne importante, avec Ethiopian Airlines et ses douze avions-cargos. Le pays a été choisi récemment par Alibaba pour abriter le deuxième hub africain du groupe. Jack Ma a remercié le Premier ministre éthiopien Abiy Ahmed Ali qui coordonne les efforts et la logistique pour acheminer tout le matériel, « *tout en gérant une crise sanitaire qui prend de l'ampleur dans son pays* ».

Yvette Reine Nzaba

MARCHÉ DU DISQUE

Yvon Moumpala largue « Etat d'esprit » et sème le trouble

Une véritable recomposition est à l'œuvre dans l'univers musical des deux Congo. Un seul disque arrive et c'est tout le système qui se trouble, à la manière d'un bug informatique. « Etat d'esprit », tel est le nom du disque à l'origine du trouble, sorti fraîchement du chapeau d'Yvon Moumpala, alias la pépinière, ce grand parolier congolais, vivant en France.

Bien connu des initiés du microcosme musical, pour avoir contribué à construire, dans l'ombre la renommée de certaines vedettes comme papa Wemba, dont il fut l'un des paroliers et fervent disciple, Yvon Moumpala se lance aujourd'hui lui-même dans l'arène. Il le fait quatre ans après la mort de son maître, papa Wemba, à qui il consacra d'ailleurs un single, en 2017 « Douleur éternelle », pour lui rendre hommage, dans les règles de l'art. Un geste d'une élégance rarissime qui mérite d'être soulignée.

Se définissant comme le dernier élève de son maître Papa Wemba, dont il entend reprendre le flambeau, Yvon Moumpala revendique sa filiation avec ce dernier, laquelle exerce une influence considérable sur l'ensemble de son œuvre. Ainsi, il entend continuer la symphonie inachevée, qu'a laissée le Kuru-Yaka, fauché inopinément sur scène, micro à la main, en 2016, au Femua d'Abidjan, dans les circonstances

dramatiques que l'on sait.

Mais, en reprenant le flambeau de son maître, l'élève sait qu'il hérite de l'actif autant que du passif. Aussi a-t-il bien conscience d'être attendu au tournant, et de pied ferme par certains disciples (Reddy Amissi, Stino Mubi et autres), qui ne manqueront certainement pas de lui disputer, voire même de lui dénier ce prestigieux héritage, forgé après tout de l'autre côté du fleuve Congo. A l'instar de ce qu'a connu en son temps Youlou Mabiala avec l'Ok jazz, lorsqu'il voulut continuer l'œuvre de son maître Louambo Makiadi Franco. Autant dire que le défi qui se présente à Yvon Moumpala est vraiment de taille, même si celui-ci demeure à sa portée.

Quoiqu'il en soit, par sa valeur intrinsèque, cet album devrait pouvoir s'imposer, tant auprès du grand public qu'à l'égard de la critique musicale, où Yvon Moumpala jouit plutôt d'une bonne presse. La seule et grande inconnue à ce jour étant la qualité de la promotion dont devrait faire l'objet cet album, pour le sortir du cercle restreint des initiés, pour le propulser sur le devant de la scène publique.

La trajectoire de ce grand parolier à la faconde exceptionnelle rappelle par endroits celle d'un certain Félix Wazé-kwa, connu pour avoir été pendant un temps le parolier occulte de Koffi Olo-

midé, avant de finir par succomber lui-même à la tentation du micro. En vérité, même au micro, Yvon Moumpala n'est pas un tombé de la dernière pluie. Il s'y était déjà frotté du vivant de son maître, aux tournants des années 2000, dans « Système de jeu », un disque de haute facture, qui malheureusement passa inaperçu du grand public, faute de promotion suffisante.

Etant de même pedigree que son maître papa Wemba, qu'il qualifiait volontiers de divinité musicale-les chiens ne faisant pas les chats- Yvon Moumpala se veut être le fidèle continuateur de sa ligne musicale. Une ligne faite de rumba classique, matinée de soupçon de world music, où les voix surplombant les instruments tétanisent l'auditoire, qui se surprend dans un tourbillon de plaisirs, auquel il finit par s'accrocher. Voilà ce que sert Yvon Moumpala à ses mélomanes dans « Etat d'esprit », cette surprenante ode à la musique qui rebattra, sans nul doute les cartes d'un univers réputé coriace. Et ce d'autant qu'il vise à occuper un créneau de l'échiquier musical demeuré jusque-là orphelin.

Mettant les petits plats dans les grands, Yvon Moumpala a bénéficié dans cet album du savoir-faire d'une véritable Dream team. Un aréopage de grands instrumentistes, choristes et arrangeurs de la place de Paris, que sont les Olivier Tshimanga, Rigo Stars Bamu-

ndélé, Ramazani, Quentin Moyascko, Ballou Canta, Guy-Guy Fall, Déo synthé, Brice Malonga, Saint Pédro et bien d'autres qui se sont sublimés pour « sculpter » au mieux cette merveille, que je vous donne à écouter.

L'album constitué de 16 titres est un vrai cocktail de saveurs et rythmes inédits. Un régal servi à vos oreilles, qui risquent l'addiction, au point d'en devenir serves. Et comment y échapper ? Avec des titres comme « CDK » chanté par Wemba lui-même, où vous prendrez votre pied à savourer le fruit de la conjugaison des talents du maître et de l'élève, lesquels se bonifient mutuellement, vous entraîneront, comme jamais au septième ciel. Autant que vous vous extasiez dans « Point de repère », en écoutant la charmante voix de MJ30, que tout le monde s'arrache. L'objet n'ayant de valeur que par l'usage qu'on en fait, « Etat d'esprit » est un chef-d'œuvre, dont le sort réside désormais dans les mains, plutôt les oreilles des mélomanes, qui sauront, fort logiquement lui forger un destin à sa mesure. Qui vivra verra !

La production de l'album est signée Prince Alegra, tandis que la distribution se trouve aux bons soins de Cyriaque Bassoka Productions.

Le CD est disponible chez les disquaires habituels, comme la FNAC.

Guy Francis Tsiehela
(Chroniqueur musical)

CORONAVIRUS

la République du Congo ferme toutes ses frontières

Un quatrième cas de coronavirus (covid-19) a été confirmé le 21 mars à Pointe-Noire. Le gouvernement a résolu de fermer les frontières terrestres, fluviales, maritimes et aériennes.

« Compte-tenu de l'évolution de la pandémie au niveau mondial et sur instruction du président de la République, le gouvernement décrète la fermeture immédiate et jusqu'à nouvel ordre de toutes les frontières terrestres, fluviales, maritimes et aériennes. Cette mesure prend effet le 21 mars à compter de minuit », a déclaré le Premier ministre, Clément Mouamba, le 21 mars à Brazzaville. Seuls les navires et les vols cargos sont autorisés, a-t-il précisé.

De même, dans le cadre de la préparation des interventions de la phase 3 de la riposte au Covid-19, le gouvernement réquisitionne quelques formations sanitaires en vue de leur aménagement. Au

« Compte-tenu de l'évolution de la pandémie au niveau mondial et sur instruction du président de la République, le gouvernement décrète la fermeture immédiate et jusqu'à nouvel ordre de toutes les frontières terrestres, fluviales, maritimes et aériennes. Cette mesure prend effet le 21 mars à compter de minuit »

niveau de Brazzaville, il s'agit de l'hôpital Sino-congolaise de Mfilou et de la clinique municipale Albert-Leyono. A Pointe-Noire, c'est le Centre de santé intégré à paquet minimum d'activités élargi de Mouissou Madeleine qui est concernée.

Par ailleurs, le service de médecine de l'hôpital général Lucie-Edith-Bongo-Ondimba d'Oyo est réquisitionné dans le département de la Cuvette.

Le nouveau cas qui vient d'être testé positif au Covid-19 est un ressortissant congolais âgé de 47 ans, arrivé le 15 mars 2020 à Pointe-Noire en provenance de France. C'est le 21 mars que son cas a été confirmé.

Rominique Makaya



DECLARATION N° 4

DU GOUVERNEMENT DE LA REPUBLIQUE DU CONGO RELATIVE A LA PANDEMIE DE CORONAVIRUS (COVID-19)

Lue par Monsieur Clément Mouamba, Premier ministre, chef du gouvernement
Brazzaville, siège de la Primature, le 21 mars 2020

En date du 21 mars 2020, un nouveau cas de Coronavirus Covid-19 a été confirmé sur le territoire national. Il s'agit d'un ressortissant congolais âgé de 47 ans, arrivé le 15 mars 2020 à Pointe-Noire en provenance de la France. Il était en confinement à domicile et suivi par les services de santé.

Le traçage et la recherche des autres sujets contacts a été réalisé.

Par ailleurs, compte-tenu de l'évolution de la pandémie au niveau mondial et sur instruction du président de la République, chef de l'Etat, le gouvernement décrète la fermeture immédiate et jusqu'à nouvel ordre de toutes les frontières terrestres, fluviales, maritimes et aériennes.

Seuls les navires et vols cargos sont autorisés.

Cette mesure prend effet ce jour 21 mars 2020 à compter de minuit.

De même, dans le cadre de la préparation des interventions de la phase 3 de la riposte au Covid-19, le gouvernement réquisitionne ce jour les formations sanitaires suivantes en vue de leur réaménagement.

Pour le département de Brazzaville

Il s'agit de :

- l'hôpital de l'amitié Sino-Congolaise de Mfilou ;
- la clinique municipale Albert Leyono.

Pour le département de Pointe-Noire

Il s'agit :

- du centre de santé intégré à paquet minimum d'activités élargi de Mouissou Madeleine.

Pour le département de la Cuvette

Il s'agit :

- du service de médecine de l'hôpital général Edith Lucie Bongo Ondimba d'Oyo.

CORONAVIRUS

La mairie de la ville côtière va faire un don de 50 millions FCFA à la cellule de crise

Jean François Kando, député maire de la ville océane et président du Conseil départemental et municipal, a livré l'information au cours d'une rencontre qui s'est déroulée le 19 mars à la mairie.

Depuis le 14 mars, un premier cas de coronavirus a été signalé dans le pays. Devant l'urgence, le député maire a convoqué une réunion en vue de prendre des mesures pour appuyer la riposte et prévenir de la catastrophe. La rencontre a réuni les membres du bureau exécutif du Conseil, les élus locaux, Aubierge Victoire Kimpamboudi Matondo, directrice départementale de la Santé de Pointe-Noire, les administrateurs maires des six arrondissements, la communauté urbaine de Tchiamba Nzassi ainsi que les chefs de quartiers et blocs. L'auditoire a suivi avec beaucoup d'attention l'intervention d'Aubierge Victoire Kimpamboudi Matondo qui évoqué l'origine du coronavirus, le mode de transmission, les symptômes et les mesures préventives. Elle a aussi rappelé les mesures de ri-



poste prises par le gouvernement congolais avant d'énumérer les activités qui sont menées au niveau de Pointe-Noire pour prévenir de la propagation du virus. Cependant, pour appuyer la riposte contre le coronavirus dans la ville, Jean François Kando a

évoqué la contribution de la mairie qui va donner cinquante millions de francs CFA à la cellule de crise. Cela permettra de renforcer la mobilisation sociale, la communication, l'achat des kits et tubes de prélèvements et des thermoflashs et des équipements

de protection individuelle. Outre cette somme, la mairie a fait un don de vingt mille bavettes. Il a appelé les autorités à renforcer les mesures d'hygiène au sein des administrations. Insistant sur le renforcement de la sensibilisation et de la pédagogie pour une prise

de conscience de la population, Jean François Kando a appelé les administrateurs maires, les chefs de quartiers et de blocs à s'impliquer dans la campagne de sensibilisation aux mesures préventives qui va être lancée dans la ville. «N'attendons pas qu'un premier de nous meurt pour prendre conscience. C'est une prise de conscience collective qui va nous sauver», a exhorté le maire.

Pour ce qui est des marchés domaniaux et des transports en commun, le maire de la ville océane a informé qu'il y aura des rencontres de sensibilisation et de conscientisation avec des commerçants et transporteurs pour la sécurisation de tous. Notons que, selon les informations fournies par la directrice départementale de la Santé, aucun cas n'a encore été testé positif dans la ville océane.

Lucie Prisca Condhet N'Zinga

HUMEUR

Quand une certaine opinion crée de l'amalgame sur le coronavirus !

La question de savoir ce que c'est que le coronavirus et les mesures préventives à prendre, une jeune lycéenne répond : « Il faut seulement se protéger en utilisant le préservatif ». Cette réponse soulève là un grave problème sur les informations que certains gens donnent sur la maladie du coronavirus.

Et comme on parle d'un virus, une certaine opinion, sans informations réelles, crée des informations à sa guise pour distraire la population. Et parmi celles-ci, l'assimilation du coronavirus au VIH-sida. Pour ces gens-là, puisque c'est un virus, il suffit de se protéger avec un préservatif pour être à l'abri de ce virus. Drôle de réponse de cette lycéenne. Et pourtant, c'est elle qui serait la personne quand même indiquée pour faire passer l'information, néanmoins juste, soit au sein de son cercle familial restreint ou a ses camarades dans des quartiers et dans certains milieux qu'elle fréquente.

Cet amalgame d'informations sur cette maladie ne s'arrête pas qu'au niveau des mesures préventives. Une autre opinion distrait la population en lui proposant déjà une série de traitement curatif dont l'alcool indigène couramment appelé le « bounganda », la prise des tisanes de saveur amère. Et d'autres vont même plus loin en fabricant certaines solutions et cache-nez eux-mêmes dans des officines obscures pour les vendre aux gens.

Toujours dans le flou qui plane dans certains esprits sur le coronavirus, il y a une certaine opinion qui affirme tout fort dans les bus et marchés que la maladie n'est pas encore arrivée sur le territoire national et n'arrivera jamais vu la météorologie du pays faite des températures élevées. Ce qui est bizarre, ces gens-là trouvent aussi une oreille attentive. « Ah laisse ça, qui t'a dit que la maladie est déjà ici ? », parole surprenante d'une maman dans un bus à Pointe-Noire. Cette parole a soulevé des contradictions bizarres fondées sur des opinions de toute sorte.

Il devient urgent que des chefs de quartiers et de villages mettent la main dans la pâte pour amplifier les informations justes et scientifiques sur cette maladie, surtout en langues nationales. Car si rien n'est fait au plus vite, les mauvaises et confuses informations prendraient le dessus sur des informations réelles et scientifiques. Alors si l'amalgame prend le dessus, comment combattre la maladie sur le plan préventif voire curatif. A bon entendeur salut !

Faustin Akono

AGENCE D'INFORMATION D'AFRIQUE CENTRALE

ADIAC

Toute l'actualité
Du Bassin du Congo
EN VIDÉO

www.adiac.tv

+336 11 40 40 56 | info@adiac.tv | BA, Boulevard Denis-Saïssou - 12 Guisso
Brazzaville - République du Congo

LES DÉPÊCHES DE BRAZZAVILLE

LE COURRIER DE KINSHASA

MUSIQUE AFRO-POP

Lapiosh présente "Zela" à la presse

De son vrai nom Grâce Kombo, l'artiste franco-congolais Lapiosh vient de lancer un single intitulé "Zela". Il l'a présenté à la presse, le 18 mars à Brazzaville.

Sorti le 14 février dernier, "Zela" est un titre aux sonorités Ndombolo et Afro-Pop. C'est une nouvelle alliance mélodieuse et audacieuse dans laquelle Lapiosh célèbre l'amour. Dans la chanson "Zela", il relate l'histoire d'un homme qui convainc la femme qu'il aime de ne pas partir, mais d'attendre, a-t-il expliqué au cours de cette conférence de presse, signe le tournant d'une carrière prometteuse. Né des parents artistes, d'un père ancien griot de la musique traditionnelle, Lapiosh qui voulait bien faire autre chose n'a pas échappé à la carrière musicale. « Je ne pensais pas un jour devenir musicien, je réalise que c'est une suite logique », a-t-il déclaré. C'est ainsi qu'il se jette dans une carrière solo en 2012, marquée par des collaborations avec les rappers Passi et Jacky Brown.

C'est en 2013 que Lapiosh sort son premier single intitulé "mon bébé", suivi de "Ekrazemen" en 2014. A travers ce titre qu'il tournera au Congo en hommage à ses origines et à ses devanciers que peuvent être les mythiques groupes « Quartier latin » ou encore « Extra musica », Lapiosh rencontre son premier succès solo. Il intègre par la suite le label Wati-B en 2015 avec lequel, il sortait le titre Afro-urbain "Dribble facile" en featuring avec le rappeur Dry. Bien que n'étant pas rappeur, il a fait tout de même des featurings avec des rappers, a-t-il expliqué.

Issu de la vague des premiers groupes Afro-urbains de Paris, précurseurs dans l'alliance des codes de la musique congolaise à celle du Hip-Hop, groupe Jam&Co, et étant membre du groupe la Selesao aux côtés de l'artiste Jessy Matador ; Lapiosh change d'orientation artistique. Il décide en 2018 d'apporter une nouvelle direction à sa carrière en intégrant le la-



bel Ricci NS Prod. C'est sous ce label qu'il sortit les titres comme "Dans le noir", "Crav", "Tobina" et "Célébration" entre 2018 et 2019, mélangeant rythmes urbains, Ndombolo pour le plaisir des fans fidèles à leur artiste. Autodidacte, Lapiosh joue la batterie et la guitare. Cette polyvalence artistique fait de lui un chorégraphe et un membre important dans la structure musicale du groupe. Sa première expérience d'artiste professionnel lui permet de participer entre 2004 et 2005 à deux tournées internationales dont une aux Etats-Unis et au Canada, et l'autre au Congo. A propos, il a dit à la presse, qu'il est un artiste audacieux, parce qu'il sait prendre des risques dans son domaine qui est la musique.

Mais entre-temps, la singularité de Lapiosh a fini par attirer ses pairs et aînés à l'instar de Passi qui l'invita à participer à son album « Ere

Afrique » dont le titre "Nouvelle ère" en featuring avec Jacky Brown. Les sollicitations s'enchaînent, Lapiosh participe à plusieurs événements d'envergure tels que le festival panafricain de musique (Fespa), le Tam-Tam d'or.

Concernant l'implantation de son groupe à Brazzaville, Lapiosh assure : « Avant de venir à Brazzaville, j'étais à Pointe-Noire. J'ai déjà un groupe ici, et j'ai commencé déjà des répétitions. S'il n'y avait pas de mesures sur le coronavirus, je livrerais un concert... Je suis beaucoup d'artistes congolais, peut-être un jour je pourrai faire un featuring avec l'un d'entre eux. »

Né le 18 janvier 1988 dans le département de Seine et Marne (77), Lapiosh dispose des talents de danseurs qui lui permettent de se démarquer.

Bruno Okokana

MUSIQUE

Aurlus Mabélé, le roi du soukous s'en est allé

Épreuve dans l'épreuve. C'est une bien triste disparition apprise, hier, du côté de la communauté congolaise de France retranchée dans son confinement : Aurélien Miatsonama, dit Aurlus Mabélé, est décédé à l'âge de 67 ans, le jeudi 19 mars à 14 h, en région parisienne, frappé, semble-t-il, par le coronavirus.

Par le biais des réseaux sociaux, son ami et ancien collaborateur, Mav Cacharel, a annoncé le décès du « roi du soukous » sur sa page Facebook. En substance : « J'ai la triste nouvelle de vous annoncer la mort de mon célèbre ami, frère et collaborateur Aurlus Mabélé, survenue ce jeudi 19 mars 2020, en région parisienne ».



Maître incontesté de la rythmique, l'un des chefs de file du "soukous" de l'époque gagne sa notoriété dans la représentation de la musique congolaise des deux Congo, grâce à sa capacité à se produire sur scène avec agilité et déchaînant l'enthousiasme avec son « Soukous / loketo », ses tenues colorées de sapeur, ses chorégraphies exécutées au millimètre et son sens du spectacle incroyable.

Né à Brazzaville, à Poto-Poto plus précisément, il crée et anime l'orchestre Les Ndimbola Lokole, en 1974, avec ses amis Jean Baron, Pedro Wapechkado et Mav Cacharel. Plus tard, en 1986, en Europe, il fonde avec Diblo Dibala et Mav Cacharel, le groupe Loketo. C'est l'envol du soukous. Il parcourt le monde entier avec son groupe. Parmi les succès du célèbre parolier, "Africa Mouso", "Femme ivoirienne", "Embargo", "Betty", "Asta De", "Loketo", "Vacances aux Antilles", "Zebola", "Ebouka", "Sans frontières", ou "Waka Waka".

Ces derniers temps, on le savait très affaibli, souffrant des suites d'un AVC subi en 2005. Son médecin avait diagnostiqué une tumeur maligne de la gorge persistante. Peu de temps après, il sera victime d'une attaque cérébrale. Pour l'artiste, c'est un véritable calvaire qui commence. Il y a deux ans, en juillet 2018, le journaliste-Chroniqueur Clément Ossinonde, par un article intitulé : « Aurlus Mabele : cette star qui se bat contre la maladie », avait alerté sur la dégradation de la situation sanitaire du chanteur congolais.

Et comme si c'était un signe prémonitoire, une vidéo de sa tournée au Burkina Faso circulait encore sur les réseaux sociaux il y a quelques jours, le rappelant à nos bons souvenirs. Qu'il repose en paix désormais.

Marie Alfred Ngoma

RÉFLEXION

Et voici que Marcel Gotène ...

Oui, voici que le grand peintre congolais qui nous a quittés il y a sept ans au terme d'un parcours sans égal revient sur le devant d'une scène artistique qu'il n'a en réalité jamais délaissée. Non plus, cette fois, à l'occasion d'une exposition partielle et temporaire de ses œuvres, mais par la voie d'une Fondation familiale qui lui permettra de s'imposer définitivement, à l'échelle mondiale, comme l'un des artistes les plus grands, les plus inspirés, les plus inventifs de l'art pictural moderne. L'équivalent, au fond, de ce que sont devenus au fil du temps Picasso, Matisse, Dufy, Picabia, Utrillo, Basquiat et autres créateurs dont le génie se trouve célébré aujourd'hui à juste titre sur les cinq continents.

Au terme d'une longue réflexion qui les avait conduites à rassembler puis à étudier les pièces et documents de toute nature que leur avait légués Marcel Gotène, Edith Pulché-

rie Eleka son épouse et leurs deux filles, Yaba et Marcelle, ont décidé de créer une Fondation. Une Fondation dont elles sont et resteront les seules membres, mais qui rassurera toutes celles et tous ceux qui, au Congo comme partout ailleurs dans le monde, considèrent à juste titre Marcel Gotène comme l'un des plus grands peintres de ce temps. Installée pour l'instant dans notre immeuble Les Manguiers, cette institution créera, dès qu'elle en aura les moyens, un lieu d'exposition en plein cœur de Brazzaville où seront exposés les nombreuses toiles, gouaches, dessins, esquisses dont la famille a hérité, mais aussi les documents, pièces, archives de toute nature qu'elle détient. Ainsi sera préservé le capital artistique exceptionnel, pour ne pas dire unique, en leur possession.

Cette étape décisive franchie, la Fondation Marcel Gotène s'emploiera à

faire mieux connaître, partout dans le monde, l'œuvre du plus grand peintre africain de ce temps. Elle nouera des liens étroits avec les institutions qui, en Europe, aux Etats-Unis, en Afrique, en Asie organisent des expositions, des conférences, des rencontres de toute nature permettant de mieux comprendre l'art moderne. Et cela répondra très précisément au vœu qu'avait exprimé Marcel Gotène avant de nous quitter : « Mon œuvre contribuera à mieux faire connaître le Congo sur les cinq continents ».

Ayant eu le privilège d'accompagner de différentes façons ce grand peintre dans la dernière étape de sa vie, nous pouvons témoigner, ici, que la mission que s'assigne la Fondation Marcel Gotène répond clairement aux attentes d'un artiste qui, là où il repose aujourd'hui, ne peut que se réjouir de ce qu'entreprennent ses héritières. Et c'est pourquoi, sans

intervenir le moins du monde dans la gestion de l'institution qui vient de se créer afin de commémorer sa mémoire, nous nous engageons résolument à ses côtés. En incitant toutes celles et tous ceux qui le peuvent à apporter leur contribution financière, que celle-ci soit forte ou modeste, et donc à répondre de façon positive à l'appel aux dons qui est publié aujourd'hui dans nos colonnes et qui le sera de façon régulière dans les semaines à venir.

Ajoutons pour conclure cette réflexion que l'année 2020 sera en quelque sorte l'« Année Gotène » puisqu'au mois de novembre seront organisées, à l'Ecole de peinture de Poto-Poto, à l'Institut français du Congo et dans notre propre Galerie Congo une série de manifestations consacrées à l'œuvre de Marcel Gotène dont la Fondation qui porte son nom sera l'acteur principal.

Jean-Paul Pigasse